

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3013

18 octobre 2014

SOMMAIRE

3D Photo	144587	Murus Location S.A.	144578
Biovert Cie S.A.	144587	Mustang REG	144584
Biovert Cie S.A.	144586	Mustang ULM 1	144588
Blue Sky Transport Holding S.A.	144586	Nevis Midco S.à r.l.	144582
Blue Sky Transport Holding S.A.	144581	Oaktree Holding S.A., SPF	144578
Bombardier Transportation Luxembourg Investments	144586	OC International S.A.	144596
BRVT Holding II S.à r.l.	144585	Panattoni Eastern Fund S.à r.l.	144583
BRVT Holding I S.à r.l.	144583	Patentportfolio 3 - Tranche 2009 S.à r.l.	144583
Building for the Future S.à r.l.	144585	Perseus Holdings S.A.	144584
Buro Design S.à r.l.	144585	Quarry S.A.	144578
Café Jacoby S.à r.l.	144587	Raiffeisen Schweiz (Luxemburg) Fonds ..	144584
Carcare S.A.	144585	Reinet Investments Manager S.A.	144588
Carcare S.A.	144585	Rumba HoldCo S.à r.l.	144618
Cavaletti S.à r.l.	144585	SK Consortium 1 S.à r.l.	144591
Compagnie Internationale de Restauration (C.I.R.) S.A.	144581	Soficob S.A., S.P.F.	144580
Damalisi S.A.	144578	Starman (Italy) S.à r.l.	144579
Daolux AG	144579	Starman Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	144579
Dekker Holding S.A.	144580	Tecmesse S.A.	144588
DyStar Holding S.à r.l.	144582	Teekay Luxembourg S.à r.l.	144580
Eau Rouge Participations S.A.	144588	Total Telecom Lux	144578
Ecka Granules Holding III S.à r.l.	144582	Toutes Menuiseries S.à r.l.	144582
Groupe C.C.	144589	Trans IV (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	144581
Harmonia S.A.	144624	Unichauff s.à r.l.	144583
Industrial Equity Investments S.A.	144588	Upifra S.A.	144586
InfEurope	144624	Versis S.A.	144583
Junction Propco S.à r.l.	144579	Willowmead CHF SPV S.à r.l.	144587
KKR Real Estate Europe S.à r.l.	144580	Xenon Private Equity	144621
Leman Beverages Holding S.à r.l.	144581	Yeoman Capital S.A.	144587
Luxembourg Mounting Center S.A.	144584	Yeoman Capital S.A.	144586
Montreux Regard Holdings S.à r.l.	144611		

Quarry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 20.388.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUARRY S.A.

Référence de publication: 2014141717/10.

(140160481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Total Telecom Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 13, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 113.190.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014141826/10.

(140160512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Damalisi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9536 Wiltz, 1, avenue Nicolas Kreins.
R.C.S. Luxembourg B 96.101.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142064/10.

(140161684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Murus Location S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7420 Cruchten, 10, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 76.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

L'administrateur

Référence de publication: 2014142291/11.

(140161721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Oaktree Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 22.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, Rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2014141668/13.

(140160414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Daolux AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 54.071.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 septembre 2014.
Référence de publication: 2014142065/10.
(140161132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Starman (Italy) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 156.746.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de sa société mère, STARMAN HOTEL HOLDINGS LLC ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.
Référence de publication: 2014141748/13.
(140160490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Starman Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 156.584.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de sa société mère, STARMAN HOTEL HOLDINGS LLC ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.
Référence de publication: 2014141750/13.
(140160468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Junction Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.245,90.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 183.977.

EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 10 septembre 2014 l'associé de la Société a:

- pris connaissance de la démission d'Anthony Cesare Jr. de son mandat de gérant de la Société avec effet au 10 septembre 2014;
- nommé Paul Wasserman, né le 18 octobre 1972 au Texas, États-Unis d'Amérique et résidant professionnellement au 9 West 57 Street, Suite 4200, New York, New York 10019, États-Unis d'Amérique en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 11 septembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2014142224/18.
(140161699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Dekker Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 141.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142067/10.

(140161247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Soficob S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 38.681.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014141788/13.

(140160328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Teekay Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.301.500,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 100.277.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère, TEEKAY CORPORATION ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2014.

Référence de publication: 2014141803/13.

(140160336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

KKR Real Estate Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 179.617.

EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 10 septembre 2014 l'associé de la Société a:

- pris connaissance de la démission d'Anthony Cesare Jr. de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 10 septembre 2014;

- nommé Paul Wasserman, né le 18 octobre 1972 au Texas, États-Unis d'Amérique et résidant professionnellement au 9 West 57 Street, Suite 4200, New York, New York 10019, États-Unis d'Amérique en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet au 11 septembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2014142232/18.

(140161334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Blue Sky Transport Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 94.759.

Je vous confirme par la présente ma démission en tant qu'administrateur de votre société avec effet à la date de la présente.

A Luxembourg, le 26 avril 2012.

Alexandre BARDOT.

Référence de publication: 2014141956/10.

(140161816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Trans IV (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 70.881.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Jacob Mudde
Gérant

Référence de publication: 2014141812/13.

(140160637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Compagnie Internationale de Restauration (C.I.R.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.893.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compagnie Internationale de Restauration
B.P. 1433
L-1014 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014142044/13.

(140161615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Leman Beverages Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 3.230.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 51.131.

Extrait des résolutions prises par les administrateurs le 12 Août 2014

En date du 12 août 2014, les administrateurs de LEMAN BEVERAGES HOLDING S.à r.l. («La Société») ont pris la résolution suivante:

- De renommer PricewaterhouseCoopers SA, dont le siège social sis à 268 Kifissias Avenue, 152 32 Halandri, Greece, en qualité de personne chargée du contrôle des Comptes pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Luxembourg Corporation Company SA
Signatures
Un mandataire

Référence de publication: 2014142248/18.

(140161817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Toutes Menuiseries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 73, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 98.099.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014141827/10.

(140160735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

DyStar Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.820.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014142062/13.

(140161710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Ecka Granules Holding III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 587.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 155.479.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014142079/13.

(140161767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Nevis Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 188.952.

EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 10 septembre 2014 l'associé de la Société a:

- pris connaissance de la démission d'Anthony Cesare Jr. de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 10 septembre 2014;

- nommé Paul Wasserman, né le 18 octobre 1972 au Texas, États-Unis d'Amérique et résidant professionnellement au 9 West 57 Street, Suite 4200, New York, New York 10019, États-Unis d'Amérique en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet au 11 septembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014142302/18.

(140161328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

BRVT Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.
R.C.S. Luxembourg B 116.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141983/9.

(140161658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Unichauff s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16, rue de Drinklange.
R.C.S. Luxembourg B 134.165.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014141831/10.

(140160739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Versis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2411 Luxembourg, 3, rue F.W. Raiffeisen.
R.C.S. Luxembourg B 101.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDEWA-CLAR S.A.

Référence de publication: 2014141835/10.

(140160633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Panattoni Eastern Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 164.669.

Les comptes annuels au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Septembre 2014.

Panattoni Eastern Fund S.à r.l.

Représenté par Catherine Delsemme dûment autorisée

Référence de publication: 2014142327/12.

(140161472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Patentportfolio 3 - Tranche 2009 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 144.999.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.09.2014.

Pour avis conforme

Bodo Demisch

Directeur

Référence de publication: 2014142336/13.

(140161596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Luxembourg Mounting Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.
R.C.S. Luxembourg B 78.117.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 10 septembre 2014.

Pour la société
Christophe Dieret
Legal Director

Référence de publication: 2014142257/13.

(140161276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Perseus Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 157.465.

EXTRAIT

En date du 3 juin 2014, les actionnaires ont pris la résolution suivante:

- La société KPMG Audit ayant son siège social au 9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, est nommée réviseur d'entreprises de la société jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142340/13.

(140161468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Mustang REG, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2014142294/13.

(140161396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

RAIFFEISEN-FONDS, Raiffeisen Schweiz (Luxembourg) Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 45.656.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29. August 2014.

Für gleichlautende Abschrift
Für die Gesellschaft
Maître Carlo WERSANDT
Notar

Référence de publication: 2014139209/14.

(140157408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

BRVT Holding II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 116.342.

Les comptes annuels au 31 December 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141984/9.

(140161657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Building for the Future S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 22, Zone Industrielle Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 81.491.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141985/9.

(140161469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Buro Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 251, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141986/9.

(140161683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Carcare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7224 Walferdange, 91, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 148.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142024/9.

(140161524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Carcare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7224 Walferdange, 91, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 148.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142025/9.

(140161525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Cavaletti S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 19, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 65.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142029/9.

(140161726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Blue Sky Transport Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 94.759.

Je vous confirme par la présente ma démission en tant qu'administrateur de votre société avec effet à la date de la présente.

A Luxembourg, le 26 avril 2012.

Florence DAGE-BARDOT.

Référence de publication: 2014141958/10.

(140161816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Bombardier Transportation Luxembourg Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 76.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141960/10.

(140161453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Biovert Cie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.699.

Par la présente, je vous informe de ma volonté de démissionner du mandat d'administrateur de la société Biovert Cie S.A., immatriculée au RCS B 135699, ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 février 2014.

Denis Mingarelli.

Référence de publication: 2014141973/10.

(140161134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Yeoman Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 131.609.

Les comptes de la société au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014142526/11.

(140161579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Upifra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 55.235.

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UPIFRA S.A.

Signatures

Administrateur de Catégorie A / Administrateur de Catégorie B

Référence de publication: 2014141833/13.

(140160617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

3D Photo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Fentange, 7, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 136.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142528/9.

(140161725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Biovert Cie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.699.

Par la présente, je vous informe de ma volonté de démissionner des mandats d'administrateur et d'Administrateur Délégué à la gestion journalière, de la société Biovert Cie S.A., immatriculée au RCS B135699, ceci avec effet immédiat.
Luxembourg, le 6 février 2014. Serge Atlan.

Référence de publication: 2014141975/10.

(140161134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Café Jacoby S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9464 Stolzembourg, 1, rue de Putscheid.

R.C.S. Luxembourg B 152.941.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014141992/10.

(140161391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Yeoman Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 131.609.

Les comptes consolidés de la société au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014142525/12.

(140161578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Willowmead CHF SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 53, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 162.939.

Les comptes annuels sociaux de la société Willowmead CHF SPV S.à r.l., arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés par l'associé unique en date du 30 juin 2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Pour la société Willowmead CHF SPV S.à r.l.

Référence de publication: 2014142522/13.

(140161783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Reinet Investments Manager S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.352.

Les comptes annuels au 31 Mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142381/9.

(140161239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Tecmesse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 93.163.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142485/9.

(140161668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Eau Rouge Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.350.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142089/10.

(140161379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Industrial Equity Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.652.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

INDUSTRIAL EQUITY INVESTMENTS S.A.

Geert Dirk

Administrateur

Référence de publication: 2014142207/13.

(140161414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Mustang ULM 1, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2014142295/13.

(140161241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Groupe C.C., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 189.909.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier septembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Antonio CUTAIA, conducteur de travaux, né le 04 février 1984 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à F-54400 Cosnes et Romain, 1b, Rue de Gascogne.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "GROUPE C.C."

Le siège social est établi dans la commune de Rodange

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la construction; le montage de tous type d'isolation, d'échafaudage, l'installation de coupe-feu et les travaux de désamiantage.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social de la société est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) représenté par CENT (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,-) chacune, entièrement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titre unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire, celui-ci est dénommé «associé unique».

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul administrateur, celui-ci est dénommé «administrateur unique».

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopieur, télégramme ou e-mail, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, e-mail ou télécopieur.

En cas de pluralité d'administrateurs, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature collective de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou encore par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le premier jeudi du mois de juin à 11.30 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Le conseil d'administration, et les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Antonio CUTAIA,	
pré-qualifié, cent actions,	100
TOTAL: CENT ACTIONS	100

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de € 1.200.-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants pré-qualifiés, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui de commissaire aux comptes à un.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions d'Administrateurs unique:

- Monsieur Antonio CUTAIA, conducteur de travaux, né le 04 février 1984 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à F-54400 Cosnes et Romain, 1b, Rue de Gascogne.

Troisième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

FINPART, établie et ayant son siège social à L-1215 Luxembourg, 32, rue de la Barrière, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 92961.

Quatrième résolution

Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé à L-4823 Rodange, 2, Rue de l'Industrie

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ledit comparant a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: CUTAIA, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02/09/2014. Relation: EAC/2014/11715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 03/09/2014.

Référence de publication: 2014138991/133.

(140157401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

SK Consortium 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 184.748.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of June,

before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of SK Consortium 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 184.748 (the Company). The Company was incorporated on February 14, 2014, pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his colleague Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended once since the incorporation of the Company, by a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on April 24, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is opened at 10.30 a.m. and chaired by Maître Isabelle BERTELS, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Chairman appoints as Secretary Mr Max MAYER, employee, with professional address in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting elects as Scrutineer Maître François BERNARD, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the Bureau of the Meeting.

The shareholders of the Company (the Shareholders) represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed (the Attendance List), after having been signed by the representatives of the Shareholders and the members of the Bureau.

The powers of attorney of the Shareholders which are represented at the Meeting, after having been signed “ne varietur” by the proxyholders of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed and be filed with the registration authorities.

The Bureau thus having been formed, the Chairman declares and requests the undersigned notary to record that:

I. Article 6.2 of the Articles provides that “the share capital of the Company may be increased or decreased once or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

II. Article 14.2 (vii) of the Articles provides that “the Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.”

III. As appears from the Attendance List, at least three-quarters of the share capital of the Company are duly represented at the present Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda reproduced below.

IV. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of three hundred seventy-six euro (EUR 376.-) so as to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, to an amount of twelve thousand eight hundred seventy-six euro (EUR 12,876.-), by way of the issuance of 37,600 (thirty-seven thousand six hundred) shares of the Company;

2. Subscription for the new shares and payment of the share capital increase as specified under item 1 above;

3. Amendment to article 6.1 of the Articles in order to reflect the share capital increase;

4. Amendment to the Company’s shareholder register in order to reflect the above changes;

5. Amendment of article 14.2 (ii) of the Articles in order to reduce the notice period to convene general meetings of the Shareholders; and

6. Miscellaneous.

Now, therefore, the Shareholders, represented as above, have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three hundred seventy-six euro (EUR 376.-) so as to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, to an amount of twelve thousand eight hundred seventy-six euro (EUR 12,876.-), by way of the issuance of 37,600 (thirty-seven thousand six hundred) shares of the Company.

Second resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription and payment

(1) Cromdale Limited, a private limited company duly incorporated and existing under the laws of Jersey, with its registered address at Ogier House, The Esplanade, St. Helier, JE4 9WG, United Kingdom, declares to subscribe to two thousand six hundred (2,600) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-six euros (EUR 26.-);

(2) Glebe Investment Company Limited, a private limited company duly incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, with its registered address at P.O. Box 3162, Woodbourne Hall, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, declares to subscribe to twelve thousand nine hundred (12,900) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of one hundred twenty-nine euros (EUR 129.-);

(3) Bear GTS Option LLC, a limited liability company duly incorporated and existing under the laws of the State of Colorado, with its address at 6346 Snowberry Lane, Niwot, CO 80503, USA, USA, declares to subscribe to two thousand one hundred (2,100) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-one euros (EUR 21.-);

(4) Danny Bottoms, resident at 2734 Valley Springs Road, Powhatan, VA 23139, USA, declares to subscribe to six thousand four hundred (6,400) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of sixty-four euros (64.-);

(5) Ian McKenzie, resident at 20 Stone Rings Close, Harrogate, North Yorkshire, HG2 9HZ, United Kingdom, declares to subscribe to two thousand seven hundred (2,700) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-seven euros (EUR 27.-);

(6) Michael Rees, resident at 5114 Balcones Woods Drive, Suite 307; PMB: 466, Austin, TX 78759, USA, declares to subscribe to one thousand seven hundred (1,700) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of seventeen euros (EUR 17.-);

(7) Ignacio Irurita, resident at U Cihelny 618, Pruhonice 25243, Czech Republic, declares to subscribe to six thousand four hundred (6,400) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of sixty-four euros (EUR 64.-); and

(8) Stephen Liddell, resident at Cox's Farm, Pigeon House Lane, Freeland, Oxfordshire, OX29 8AG, United Kingdom, declares to subscribe to two thousand eight hundred (2,800) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), and to have paid it up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-eight euros (EUR 28.-).

The contribution in cash to the Company, in an aggregate amount of three hundred seventy-six euros (EUR 376.-) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The aggregate amount of three hundred seventy-six euros (EUR 376.-) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by way of a blocking certificate.

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 6.1 of the Articles which shall read as follows:

“The share capital of the Company is set at twelve thousand eight hundred seventy-six euros (EUR 12,876.-), represented by one million two hundred and eighty-seven thousand six hundred (1,287,600) shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.”

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorises any manager of the Company and any lawyer or employee of Stibbe Avocats in Luxembourg, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Fifth resolution

The Meeting resolves to reduce the minimum notice period to convene a general meeting of the Shareholders from currently ten (10) days to five (5) days and consequently resolves to amend article 14.2 (ii) of the Articles which shall read as follows:

“Written Notice of any General Meeting is given to all shareholders at least five (5) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the Notice of the meeting.”

There being no further business, the Chairman closed the Meeting.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,850.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that upon request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. In case of discrepancies between the English and the French version, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholders of the persons appearing, such proxyholders signed the present original deed together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douzième jour du mois de juin,

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de SK Consortium 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée et existante selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social situé au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.748 (la Société). La Société a été constituée le 14 février 2014 suivant un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxem-

bourg, agissant en remplacement de son collègue Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés une fois depuis la constitution de la Société, suivant un acte en date du 24 avril 2014 passé par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est ouverte à 10h30 et elle est présidée par Maître Isabelle BERTELS, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président nomme comme Secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, avec adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme Scrutateur, Maître François BERNARD, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau de l'Assemblée.

Les associés de la Société (les Associés) représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont mentionnés sur la liste de présence qui restera annexée au présent acte (la Liste de Présence), après avoir été signée par les représentants des Associés et les membres du Bureau. Les procurations des Associés qui sont représentés à l'Assemblée, après avoir été signées "ne varietur" par les mandataires des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte et seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Article 6.2 des Statuts prévoit que "le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts."

II. L'Article 14.2 des Statuts prévoit que "les Statuts sont modifiés avec le consentement d'une majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social."

III. Comme il ressort de la Liste de Présence, au moins les trois-quarts du capital social de la Société sont dûment représentés à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trois cent soixante-seize Euros (376 EUR) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, au montant de douze mille huit cent soixante-seize Euros (12.876 EUR), par l'émission de 37.600 (trente-sept mille six cents) parts sociales de la Société;

2. Souscription aux nouvelles parts sociales et libération de l'augmentation du capital social comme indiqué au point 1 ci-dessus;

3. Modification de l'article 6.1 des Statuts afin de refléter l'augmentation du capital social;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications susmentionnées;

5. Modification de l'article 14.2 (ii) des Statuts afin de réduire le délai de convocation aux assemblées générales des Associés; et

6. Divers.

Sur ce, les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent soixante-seize Euros (376 EUR) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, au montant de douze mille huit cent soixante-seize Euros (12.876 EUR), par l'émission de 37.600 (trente-sept mille six cents) parts sociales de la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes à et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription et libération

1) Cromdale Limited, une société à responsabilité limitée (private limited company), dûment constituée et existante selon les lois de Jersey, ayant son siège social situé à Ogier House, The Esplanade, St. Helier, JE4 9WG, Royaume-Uni, déclare souscrire aux deux mille six cents (2.600) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-six Euros (26 EUR);

2) Glebe Investment Company Limited, une société à responsabilité limitée (private limited company), dûment constituée et existante selon les lois des Îles Vierges Britanniques, ayant son siège social situé à P.O. Box 3162, Woodbourne Hall, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques, déclare souscrire aux douze mille neuf cent (12.900) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de cent vingt-neuf Euros (129 EUR);

3) Bear GTS Option LLC, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existante selon les lois de l'État du Colorado, ayant son siège social situé au 6346 Snowberry Lane, Niwot, CO 80503, Etats-Unis d'Amérique, déclare souscrire aux deux mille cent (2.100) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-et-un Euros (21 EUR);

4) Danny Bottoms, demeurant au 2734 Valley Springs Road, Powhatan, VA 23139, Etats-Unis d'Amérique, déclare souscrire aux six mille quatre cents (6.400) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de soixante-quatre Euros (64 EUR);

5) Ian McKenzie, demeurant au 20 Stone Rings Close, Harrogate, North Yorkshire, HG2 9HZ, Royaume-Uni, déclare souscrire aux deux mille sept cents (2.700) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-sept Euros (27 EUR);

6) Michael Rees, demeurant au 5114 Balcones Woods Drive, Suite 307; PMB: 466, Austin, TX 78759, Etats-Unis d'Amérique, déclare souscrire aux mille sept cents (1.700) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de dix-sept Euros (17 EUR);

7) Ignacio Irurita, demeurant à U Cihelny 618, Pruhonice 25243, République tchèque, déclare souscrire aux six mille quatre cents (6.400) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de soixante-quatre Euros (64 EUR);

8) Stephen Liddell, demeurant à Cox's Farm, Pigeon House Lane, Freeland, Oxfordshire, OX29 8AG, Royaume-Uni, déclare souscrire aux deux mille huit cents (1.700) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, et les avoir intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-huit Euros (28 EUR).

L'apport en numéraire effectué à la Société, d'un montant total de trois cent soixante-seize Euros (376 EUR) sera affecté au compte de capital social nominal de la Société.

Le montant total de trois cent soixante-seize Euros (376 EUR) est immédiatement à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant par un certificat de blocage.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6.1 des Statuts qui aura la teneur suivante:

"Le capital social de la Société est fixé à douze mille huit cent soixante-seize Euros (12.876,- EUR), représenté par un million deux cent quatre-vingt-sept mille six cents (1.287.600) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (0,01 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications mentionnées ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ainsi que tout avocat ou employé de Stibbe Avocats à Luxembourg, agissant individuellement, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de réduire le délai de convocation minimum à une assemblée générale des Associés de dix (10) jours actuellement à cinq (5) jours et décide par conséquent de modifier l'article 14.2 (ii) des Statuts qui aura la teneur suivante:

"Une convocation écrite de toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins cinq (5) jours civils avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont exposés dans la Convocation à l'assemblée."

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a levé la Séance.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ 1.850,- EUR.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes. Lecture du document ayant été faite aux mandataires des parties comparantes, ces mandataires ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: Isabelle BERTELS, Max MAYER, François BERNARD, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 juin 2014. Relation GRE/2014/2406. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014139252/252.

(140157692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

OC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 167.561.

L'an deux mille quatorze, le trois septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «OC International S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 167561, constituée suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date 13 mars 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1058 du 25 avril 2012 (ci-après: «la Société»). Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 26 avril 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1546 du 20 juin 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Adrien Coulombel, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Laetitia Colas, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean Pierre Verlaine, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Réduction du capital social à concurrence de soixante-treize millions trois cent soixante-six mille six cents euros (EUR 73.366.600,00-) par absorption des pertes.

2) Changement de la nationalité de la Société, transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie. Adoption par la Société de la nationalité italienne, le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société.

Fixation du siège social de la Société à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie.

3) Prise de connaissance de la situation comptable au 1^{er} septembre 2014.

4) Refonte complète des statuts de la Société, nouvellement dénommée "OC International S.p.A." pour les adapter à la législation italienne.

5) Décharge à donner aux administrateurs démissionnaires et au Réviseur d'Entreprises démissionnaire.

6) Nomination et rémunération de 9 administrateurs, 3 commissaires aux comptes effectifs, 2 commissaires aux comptes suppléants et 1 réviseur d'entreprises en Italie.

7) Délégation de pouvoirs.

8) Nomination d'un représentant fiscal à Luxembourg.

9) Divers.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de réduire le capital social par absorption des pertes à concurrence de soixante-treize millions trois cent soixante-six mille six cents euros (EUR 73.366.600,00) de telle sorte qu'il soit réduit de son montant actuel de quatre-vingt-six millions euros (EUR 86.000.000,00) à douze millions six cent trente-trois mille quatre cents euros (EUR 12.633.400,00) par apurement des pertes figurant au bilan du 1^{er} septembre 2014 et sans annulation d'actions.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

Version française

«Le capital social souscrit de la Société est de douze millions six cent trente-trois mille quatre cents euros (EUR 12.633.400,00) divisé en six-cent mille (600.000) actions ordinaires de classe A et de deux cent soixante mille (260.000) actions ordinaires de classe B, chacune d'une valeur nominale de quatorze euros soixante-neuf cents (EUR 14,69).»

Version anglaise

“The subscribed issued share capital of the Company is set at twelve million six hundred and thirty-three thousand four hundred Euro (EUR 12,633,400,00) divided into six hundred thousand (600,000) Class A ordinary shares and two hundred sixty thousand (260,000) Class B ordinary shares, each with a nominal value of fourteen euros sixty-nine cents (EUR 14.69).”

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969.

L'assemblée générale extraordinaire décide de fixer le siège social de la société à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'établir une situation comptable arrêtée au 3 septembre 2014. Cette situation sera le bilan d'ouverture de la société sous régime italien. Une copie du bilan figurera en annexe du présent acte.

Quatrième résolution

Afin de refléter tous les changements intervenus ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «OC International S.p.A.» pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

Nouvelle version des statuts en langue italienne

«STATUTO»

“ Art. 1. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata.

1.1 E' costituita una società per azioni denominata "OC International S.P.A."
(di seguito, la "Società").

1.2 La Società ha sede nel Comune di Milano, all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

1.3 L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque, unità locali operative, (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato; spetta invece all'Assemblea deliberare l'istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in un Comune diverso da quello sopra indicato.

1.4 La Società ha per oggetto lo svolgimento, previo rilascio delle eventuali prescritte autorizzazioni, delle seguenti attività:

(i) l'attività di assunzione, gestione e disposizione, in ogni forma e con ogni mezzo, direttamente e/o indirettamente, in proprio (e non su ordini di clienti) e senza finalità di collocamento, di partecipazioni, diritti e interessenze in, strumenti finanziari, titoli di debito ed obbligazioni di, società, imprese e/o enti, italiani ed esteri;

(ii) il coordinamento delle società partecipate, la prestazione a favore delle società partecipate di servizi tecnici, amministrativi, ed il finanziamento delle società partecipate;

(iii) l'assunzione, gestione e disposizione, registrazione, acquisizione in ogni forma, lo sviluppo, la licenza o la sub-licenza di marchi, brevetti e diritti di proprietà intellettuale di ogni tipo, natura e origine (inclusi i nomi a dominio).

La Società potrà, inoltre, unicamente al fine di realizzare l'oggetto principale e pertanto in via non prevalente:

- compiere tutte le operazioni immobiliari, mobiliari, commerciali e finanziarie che siano ritenute utili o necessarie al raggiungimento dello scopo sociale, compreso il rilascio di fideiussioni, avalli, garanzie reali e personali anche per obbligazioni di terzi, anche non soci (ma non nei confronti del pubblico);

- assumere (sia direttamente che indirettamente, benché non ai fini del collocamento), intervenire alla costituzione e cedere partecipazioni ed interessenze in altre società, imprese o enti, sia in Italia che all'estero, aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio, nel rispetto del disposto dell'articolo 2361 del codice civile, assumere la veste di associante o di associata e consorzarsi con altri enti e società.

Qualunque attività qualificata dalla legge come finanziaria, compreso il rilascio di garanzie, non potrà essere esercitata nei confronti del pubblico.

1.5 La durata della Società è fissata al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta).

Art. 2. Capitale - Azioni - Obbligazioni.

2.1 Il capitale della Società è di Euro 12.633.400 (dodicimilioneicentotrentatremilaquattrocento). Il capitale è diviso in numero 860.000 (ottocentosessantamila) azioni, tutte del valore nominale di Euro 14,69 (quattordici euro sessantanove centesimi).

2.2 Le azioni sono rappresentate da certificati azionari emessi in conformità all'articolo 2354 del codice civile.

Ogni azione dà diritto ad un voto.

Ogni azione è indivisibile; il caso di comproprietà è regolato dall'art. 2347 del codice civile.

2.3 La Società può emettere obbligazioni nei modi e nei limiti di legge. L'emissione di obbligazioni è deliberata dal Consiglio di Amministrazione.

Art. 3. Trasferibilità delle azioni.

3.1 Definizioni

Ai fini del presente articolo 3:

“Crediti” significa i crediti vantati da ciascuno dei soci nei confronti della Società a titolo di finanziamento soci e/o a titolo di ripetizione di versamenti contabilizzati a patrimonio netto e/o i titoli di debito e/o gli altri strumenti finanziari emessi dalla Società restando espressamente esclusi i crediti sorti prima o alla Data di Esecuzione;

“Data di Esecuzione” significa il 26 aprile 2012;

“Giorno Lavorativo” significa ogni giorno dal lunedì al venerdì (incluso) in cui le banche sono aperte sulla piazza di Lussemburgo e Milano;

“Partecipazione” significa, congiuntamente, le azioni della Società, le obbligazioni convertibili in azioni e gli altri strumenti finanziari convertibili in azioni (nonché i diritti di sottoscrizione, opzione o di acquisto ad essi pertinenti) e gli eventuali Crediti di titolarità di ciascun socio;

“Socio di Maggioranza” significa il socio della Società proprietario di una partecipazione nella Società che rappresenti un numero di azioni pari o superiore al 50% più una azione con diritto di voto della Società;

“Socio di Minoranza” significa ciascun socio della Società proprietario di una partecipazione nella Società che rappresenti un numero di azioni inferiore al 50% più una azione con diritto di voto della Società;

“Trasferimento” significa la cessione a soci o a terzi di tutta o parte di una Partecipazione, a qualunque titolo (incluso, ad esempio, a titolo di compravendita, permuta, donazione, datio in solutum, conferimento, vendita forzata, fusione tra il titolare della partecipazione e altro soggetto, scissione del titolare della partecipazione con assegnazione della stessa ad altri) nonché la cessione della nuda proprietà su una Partecipazione, la costituzione di un diritto di usufrutto sulla stessa (sia nel caso in cui il diritto di voto resti in capo al concedente sia nel caso in cui esso sia attribuito all'usufruttuario) e la concessione della medesima in pegno, ad eccezione della concessione in pegno a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati dalla Società e/o da società controllate dalla Società (sia nel caso in cui il diritto di voto resti in capo al concedente sia nel caso in cui esso sia attribuito al creditore pignoratizio);

“Trasferire” significa cedere a soci o a terzi tutta la, o una parte della, Partecipazione, a qualunque titolo, anche gratuito (incluso, ad esempio, a titolo di compravendita, permuta, donazione, datio in solutum, conferimento, vendita forzata, fusione tra il titolare della partecipazione e altro soggetto, scissione del titolare della partecipazione con assegnazione della stessa ad altri) nonché cedere la nuda proprietà su una Partecipazione, costituire il diritto di usufrutto sulla stessa (sia nel caso in cui il diritto di voto resti in capo al concedente sia nel caso in cui esso sia attribuito all'usufruttuario) e concedere la medesima in pegno, ad eccezione della concessione in pegno a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati dalla Società o da società controllate dalla Società (sia nel caso in cui il diritto di voto resti in capo al concedente sia nel caso in cui esso sia attribuito al creditore pignoratizio).

3.2 Lock up

I Soci di Minoranza non potranno Trasferire, in tutto o in parte, la propria Partecipazione per un periodo di 5 (cinque) anni a far tempo dalla Data di Esecuzione (il “Periodo di Lock Up”), salvo diverso accordo scritto con il Socio di Maggioranza, essendo inteso che qualora i soci derogassero alla disposizione di cui sopra, troveranno comunque applicazione le altre disposizioni in tema di circolazione delle Partecipazioni disciplinate nel presente articolo 3.

Le disposizioni di cui sopra non troveranno applicazione nel caso in cui venga esercitato il Diritto di Covendita o il Diritto di Drag Along.

3.3 Diritto di Prima Offerta, Diritto di Prelazione sulla Minoranza e Gradimento

3.3.1 Qualora, successivamente alla scadenza del Periodo di Lock Up (ovvero, durante il Periodo di Lock Up, nel caso in cui i soci concordino per iscritto di dar corso al Trasferimento durante tale periodo, ai sensi del precedente articolo 3.2) uno o più dei Soci di Minoranza:

(a) intenda Trasferire, mediante compravendita con corrispettivo in denaro, tutta la, o parte della, propria Partecipazione nella Società, prima di offrire in vendita tale Partecipazione a terzi o ad altri soci, dovranno darne comunicazione al Socio di Maggioranza, il quale avrà il diritto di esercitare un diritto di prima offerta per l'acquisto della Partecipazione, nei termini e alle condizioni stabilite nel seguito (il "Diritto di Prima Offerta");

(b) intenda Trasferire, mediante un negozio giuridico che non preveda un corrispettivo o preveda un corrispettivo diverso dal denaro tutta la, o parte della, propria Partecipazione nella Società, prima di dar corso al Trasferimento dovrà darne comunicazione al Socio di Maggioranza, il quale avrà un diritto di prelazione per l'acquisto di tale Partecipazione, nei termini e alle condizioni stabilite nel seguito (il "Diritto di Prelazione sulla Minoranza").

3.3.2 Qualora, successivamente alla scadenza del Periodo di Lock Up (ovvero, durante il periodo di Lock Up, nel caso in cui i soci concordino per iscritto di dar corso al Trasferimento durante tale periodo) uno o più dei Soci di Minoranza intenda Trasferire, mediante compravendita con corrispettivo in denaro, tutta la, o parte della, propria Partecipazione nella Società, troveranno applicazione le seguenti disposizioni.

(1) Prima di offrire in vendita tale Partecipazione a terzi o ad altri soci, il Socio di Minoranza dovrà offrire la stessa al Socio di Maggioranza, inviando una lettera raccomandata a/r allo stesso - presso il domicilio risultante dal libro soci - e, per conoscenza, al presidente del consiglio di amministrazione della Società (la "Comunicazione di Prima Offerta"). Nella Comunicazione di Prima Offerta dovranno essere indicate l'entità della Partecipazione che il Socio di Minoranza intende Trasferire (la "Partecipazione di Prima Offerta") e l'invito al Socio di Maggioranza a presentare un'offerta per l'acquisto di detta Partecipazione.

(2) Il Socio di Maggioranza avrà il diritto di presentare al Socio di Minoranza un'offerta per l'acquisto di tutta la, e non solo parte della, Partecipazione di Prima Offerta, inviando - entro 30 (trenta) Giorni Lavorativi dalla ricezione della Comunicazione di Prima Offerta, a pena di decadenza - allo stesso (presso il domicilio risultante dal libro soci, e, per conoscenza, al presidente del consiglio di amministrazione della Società) una lettera raccomandata a/r contenente l'intenzione irrevocabile ed incondizionata (ad eccezione dell'eventuale condizione rappresentata dall'autorizzazione da parte di autorità antitrust) di acquistare l'intera Partecipazione di Prima Offerta, con indicazione del prezzo al quale il Socio di Maggioranza intende acquistare tale Partecipazione, delle modalità di pagamento e degli ulteriori termini e condizioni del Trasferimento (la "Prima Offerta").

(3) Il Socio di Minoranza avrà il diritto di accettare la Prima Offerta inviando al Socio di Maggioranza, presso il domicilio risultante dal libro soci, e per conoscenza al presidente del consiglio di amministrazione della Società -entro 15 (quindici) Giorni Lavorativi dal ricevimento di tale Prima Offerta, a pena di decadenza - una lettera raccomandata a.r. contenente l'accettazione della Prima Offerta, ai termini e alle condizioni indicati nella stessa (l'"Accettazione della Prima Offerta"). Il mancato invio dell'Accettazione della Prima Offerta entro il termine di cui sopra sarà inteso, ad ogni effetto, come rifiuto della Prima Offerta.

(4) Qualora la Prima Offerta non sia inviata nel termine di cui al precedente paragrafo (2), il Socio di Minoranza sarà libero di perfezionare il Trasferimento con qualsiasi soggetto terzo, mediante compravendita con corrispettivo in denaro, entro il termine di seguito indicato.

Qualora la Prima Offerta sia stata inviata nel termine sopra indicato ma la stessa non sia stata accettata dal Socio di Minoranza, il Socio di Minoranza sarà libero di perfezionare il Trasferimento con qualsiasi soggetto terzo, mediante compravendita con corrispettivo in denaro, entro il termine di seguito indicato, purché ad un prezzo non inferiore a quello indicato nella Prima Offerta e a termini e condizioni non migliorativi per l'acquirente rispetto a quelli ivi indicati.

Il Trasferimento della Partecipazione di Prima Offerta al terzo dovrà in ogni caso avere luogo entro la successiva fra le seguenti date:

(a) il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo al termine di cui al precedente paragrafo (2), nel caso in cui entro tale termine il Socio di Maggioranza non abbia inviato alcuna Prima Offerta, ovvero il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo al termine di cui al precedente paragrafo (3), nel caso in cui il Socio di Maggioranza abbia inviato la Prima Offerta ma il Socio di Minoranza non l'abbia accettata; ovvero

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario per legge.

Qualora il Socio di Minoranza non perfezioni il Trasferimento della Partecipazione di Prima Offerta nel suddetto termine, la Partecipazione di Prima Offerta sarà nuovamente soggetta alle disposizioni di cui al presente articolo.

(5) Per effetto dell'Accettazione della Prima Offerta, alla data in cui il Socio di Maggioranza abbia ricevuto tale accettazione, si intenderà automaticamente perfezionato un contratto preliminare di compravendita con il quale il Socio di Minoranza si impegna a vendere al Socio di Maggioranza - che si impegna ad acquistare - la Partecipazione di Prima Offerta,

ai termini e condizioni contenuti nella Prima Offerta, senza necessità di sottoscrivere un diverso o nuovo documento contrattuale o confermare alcuno degli obblighi previsti nel presente Statuto.

(6) Il trasferimento della Partecipazione di Prima Offerta al Socio di Maggioranza e il pagamento del relativo prezzo dovranno avere luogo contestualmente, alla successiva fra le seguenti date:

(a) il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo alla data di ricevimento da parte del Socio di Maggioranza dell'Accettazione della Prima Offerta; e

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario.

(7) La procedura che precede non troverà applicazione nel caso in cui sia stato esercitato il Diritto di Covendita o il Diritto di Drag Along.

Le disposizioni di cui ai paragrafi precedenti non trovano inoltre applicazione nel caso di escussione di pegno sulle Partecipazioni costituite a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati dalla Società e/o da società controllate dalla Società.

3.3.3 Qualora, successivamente alla scadenza del Periodo di Lock Up (ovvero, durante il periodo di Lock Up, nel caso in cui i soci concordino per iscritto di dar corso al Trasferimento durante tale periodo) uno o più dei Soci di Minoranza intendano Trasferire, mediante un negozio giuridico che non preveda un corrispettivo o preveda un corrispettivo diverso dal denaro tutta la, o parte della, propria Partecipazione nella Società, troveranno applicazione le seguenti disposizioni.

(1) Prima di dar corso al Trasferimento il Socio di Minoranza dovrà darne comunicazione scritta al Socio di Maggioranza (la "Comunicazione del Socio di Minoranza"), offrendo la Partecipazione in prelazione allo stesso, mediante lettera raccomandata a.r. indirizzata al domicilio risultante dal libro soci, inviata per conoscenza al presidente del consiglio di amministrazione della Società.

La Comunicazione del Socio di Minoranza dovrà contenere un'analitica descrizione dell'operazione che il Socio di Minoranza intende perfezionare, le generalità del cessionario nonché il prezzo al quale il Socio di Maggioranza potrà acquistare la Partecipazione nella Società, in caso di esercizio del Diritto di Prelazione sulla Minoranza.

(2) Il Socio di Maggioranza potrà esercitare il Diritto di Prelazione sulla Minoranza per l'acquisto dell'intera, e non solo parte della, Partecipazione in Società cui la Comunicazione del Socio di Minoranza si riferisce, facendo pervenire al Socio di Minoranza e, per conoscenza al presidente del consiglio di amministrazione di Società, la dichiarazione di esercizio del Diritto di Prelazione sulla Minoranza (la "Dichiarazione del Socio di Maggioranza"), con lettera raccomandata a.r. inviata entro 30 (trenta) Giorni Lavorativi dalla data di ricezione della Comunicazione del Socio di Minoranza, a pena di decadenza.

(3) Il Socio di Maggioranza potrà comunicare nella Dichiarazione del Socio di Maggioranza di contestare la congruità del valore indicato dal Socio di Minoranza nella Comunicazione del Socio di Minoranza.

In tal caso, il giusto prezzo della Partecipazione offerta sarà determinato da un terzo arbitratore che sarà scelto tra società di revisione di primaria importanza. Al fine della nomina del terzo arbitratore il Socio di Maggioranza comunicherà al Socio di Minoranza 3 (tre) nominativi e, entro 5 (cinque) Giorni Lavorativi dalla data di ricevimento della Comunicazione del Socio di Maggioranza, il Socio di Minoranza comunicherà al Socio di Maggioranza il nominativo prescelto, restando inteso che, in caso di mancata scelta da parte del Socio di Minoranza entro il suddetto termine, il terzo arbitratore sarà scelto, tra i nominativi forniti dal Socio di Maggioranza, dal presidente del Tribunale di Milano su istanza della parte più diligente.

Resta inteso che: (a) il prezzo della parte della Partecipazione costituita dai Crediti sarà pari al valore nominale degli stessi (per capitale e interessi) mentre, (b) il prezzo della parte di Partecipazione diversa dai Crediti sarà determinato, in misura almeno pari a quella determinata con i criteri del recesso ai sensi dell'articolo 2437 ter, 2° comma, del codice civile. L'arbitratore provvederà alla determinazione con equo apprezzamento ai sensi dell'articolo 1349 primo comma del codice civile (e, conseguentemente, nel caso in cui manchi la determinazione del terzo o questa sia manifestamente iniqua o erronea, la determinazione sarà fatta dal giudice), con decisione emessa e comunicata ai soci entro 20 (venti) Giorni Lavorativi dalla accettazione dell'incarico.

L'arbitratore avrà ogni più ampia facoltà di regolare i propri lavori, salvo il rispetto del principio del contraddittorio, nonché di chiedere, alle parti e a terzi, informazioni e documenti necessari e comunque rilevanti per l'espletamento dell'incarico.

La determinazione dell'arbitratore sarà vincolante per i soci. I costi dell'arbitraggio saranno ripartiti pro quota tra il socio offerente e il Socio di Maggioranza.

(4) In caso di esercizio del Diritto di Prelazione sulla Minoranza, la vendita della Partecipazione avverrà al seguente prezzo:

(a) al prezzo indicato dal Socio di Minoranza nella Comunicazione del Socio di Minoranza, nel caso di mancata contestazione dello stesso nella Dichiarazione del Socio di Maggioranza; oppure

(b) nel caso in cui sia stato contestato il prezzo indicato dal Socio di Minoranza nella Comunicazione del Socio di Minoranza, al prezzo indicato dall'arbitratore.

(5) Qualora il Diritto di Prelazione sulla Minoranza non sia esercitato nel termine di cui al precedente paragrafo (2), il Socio di Minoranza sarà libero di trasferire l'intera Partecipazione offerta in prelazione all'acquirente indicato nella

Comunicazione del Socio di Minoranza, purché il Trasferimento venga perfezionato in stretta conformità a quanto indicato nella Comunicazione del Socio di Minoranza e avvenga entro la successiva fra le seguenti date:

(a) il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo alla scadenza del termine di cui al paragrafo (2), ovvero

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario.

Qualora non vi provveda nel suddetto termine, la Partecipazione sarà nuovamente soggetta al Diritto di Prelazione sulla Minoranza.

(6) Qualora il Diritto di Prelazione sulla Minoranza sia esercitato nel termine di cui al precedente paragrafo (2), il trasferimento della Partecipazione offerta in prelazione e il pagamento del relativo prezzo dovranno avere luogo, contestualmente, alla successiva fra le seguenti date:

(a) il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo al ricevimento della Dichiarazione del Socio di Maggioranza, ovvero, nel caso di ricorso all'arbitratore, il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo al ricevimento della comunicazione della determinazione dell'arbitratore di cui al paragrafo (3);

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario.

(7) Senza pregiudizio per quanto previsto nel successivo paragrafo (9), nel caso di espropriazione forzata sulle Partecipazioni in Società di un Socio di Minoranza, il Socio di Maggioranza avrà diritto di essere preferito al terzo aggiudicatario o assegnatario, pagando il prezzo di aggiudicazione o il controvalore in denaro del valore di assegnazione, a condizione che abbia esercitato tale diritto entro 10 (dieci) Giorni Lavorativi dall'aggiudicazione o assegnazione. Pertanto, in caso di aggiudicazione o assegnazione delle Partecipazioni in Società di un Socio di Minoranza all'esito di una procedura esecutiva, tali Partecipazioni sono automaticamente offerte in prelazione al Socio di Maggioranza, il quale ha diritto di acquistarle pagando il prezzo di aggiudicazione o il controvalore in denaro del valore di assegnazione, a condizione che abbia esercitato tale suo diritto entro 10 (dieci) Giorni Lavorativi dall'aggiudicazione o dall'assegnazione.

(8) Qualora il Socio di Minoranza sia una persona fisica, in caso di trasferimento mortis causa delle Partecipazioni in Società di titolarità di quest'ultimo, gli eredi o legatari del socio deceduto saranno tenuti ad offrire in opzione al Socio di Maggioranza le Partecipazioni nella Società entro 60 giorni di calendario dall'apertura della successione. Il Socio di Maggioranza potrà esercitare l'opzione entro i 6 mesi successivi al ricevimento della offerta di opzione da parte dei successori del socio defunto, al prezzo determinato, mutatis mutandis, in base alla procedura di cui al paragrafo (3), con riferimento al momento dell'esercizio di tale diritto da parte del Socio di Maggioranza. Fino a quando i successori del socio defunto non abbiano offerto in opzione al Socio di Maggioranza le Partecipazioni nella Società e non siano decorsi i 6 mesi per l'esercizio del diritto di opzione da parte del Socio di Maggioranza, i successori del socio deceduto non potranno essere iscritti nel libro soci e non potranno esercitare i diritti sociali.

(9) La procedura che precede non troverà applicazione in caso di rinuncia scritta del Socio di Maggioranza.

(10) Le disposizioni di cui ai paragrafi precedenti non trovano applicazione nel caso di escussione di pegno sulle Partecipazioni nella Società costituite a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati da Società e/o dalle società controllate dalla Società.

3.3.4 In caso di mancato esercizio del Diritto di Prelazione sulla Minoranza o del Diritto di Prima Offerta da parte del Socio di Maggioranza, ovvero ancora, in caso di mancata accettazione della Prima Offerta da parte del Socio di Minoranza, quest'ultimo potrà Trasferire la propria Partecipazione nella Società al terzo (nei termini e alle condizioni di cui agli articoli che precedono) subordinatamente al verificarsi di ciascuna delle seguenti condizioni:

(a) il consiglio di amministrazione della Società abbia espresso il proprio gradimento in merito al relativo Trasferimento, nei termini e alle condizioni di cui al presente statuto; e

(b) il terzo acquirente abbia sottoscritto eventuali patti parasociali in essere tra i soci, assumendo pro quota tutti gli obblighi assunti dal Socio di Minoranza, restando inteso che il Socio di Minoranza rimarrà solidalmente responsabile con il terzo acquirente per l'adempimento da parte di quest'ultimo delle disposizioni di detti accordi, senza beneficio della preventiva escussione.

Al fine dell'ottenimento del gradimento di cui al precedente paragrafo, il Socio di Minoranza dovrà dare comunicazione della progettata operazione di Trasferimento al presidente del consiglio di amministrazione della Società e, per conoscenza, al Socio di Maggioranza, mediante raccomandata a/r.

Tale comunicazione dovrà indicare l'identità del potenziale acquirente e fornire qualsiasi altra informazione che possa essere utile al consiglio di amministrazione per esprimere il gradimento.

Il consiglio di amministrazione dovrà decidere se esprimere il proprio gradimento o meno in merito al Trasferimento e dovrà comunicare tale decisione (la "Decisione sul Gradimento") al Socio di Minoranza - e per conoscenza al Socio di Maggioranza - con lettera raccomandata a/r all'indirizzo risultante dal libro soci, entro e non oltre 20 (venti) Giorni Lavorativi dalla ricezione della richiesta di gradimento da parte del Socio di Minoranza, a pena di decadenza.

Il gradimento potrà essere negato solo ove il potenziale acquirente si trovi in una o più delle seguenti situazioni:

(a) abbia riportato condanne penali ovvero misure di prevenzione disposte dall'autorità giudiziaria ai sensi della normativa applicabile;

(b) sia portatore, direttamente o indirettamente, di motivi di conflitto di interesse, con la Società e/o le società da questa, direttamente o indirettamente, controllate;

(c) abbia esercitato, direttamente o indirettamente, per conto proprio o di terzi, una attività concorrente con quella della Società o delle società da questa, direttamente o indirettamente, controllate;

(d) non soddisfi elevati requisiti di solidità finanziaria, restando inteso che il gradimento potrà essere rifiutato, inter alia, ove il soggetto risulti essere fallito ovvero risulti essere stato assoggettato a procedure concorsuali o assimilabili ai sensi della legge applicabile ovvero a procedure esecutive e/o procedimenti monitori;

(e) non abbia svolto almeno 3 anni di attività professionale in materia attinente al settore creditizio, finanziario e/o al settore che costituisce oggetto dell'attività sociale prevalente della Società e/o delle società da questa, direttamente o indirettamente, controllate;

(f) quanto alle società, abbia la sede legale e/o principale e/o svolga la propria attività prevalente al di fuori del territorio europeo.

In caso di soggetti diversi dalle persone fisiche, i requisiti di cui sopra dovranno intendersi riferiti alla maggioranza dei soggetti che svolgono funzioni di amministrazione, direzione e/o controllo della società in relazione alla quale dovrà essere espresso il gradimento..

Qualora al Socio di Minoranza non pervenga la Decisione sul Gradimento entro il termine indicato sopra, il gradimento si intenderà ad ogni effetto concesso.

3.4 Diritto di First Refusal

Qualora il Socio di Maggioranza intenda Trasferire, tramite compravendita con corrispettivo in denaro, l'intera Partecipazione da esso detenuta nella Società ovvero una parte della stessa tale per cui, per effetto del Trasferimento, esso cessi di detenere almeno il 50% (cinquanta per cento) del capitale della Società più una azione, prima di offrire in vendita tale Partecipazione a terzi, dovrà offrire la stessa a Soci di Minoranza, i quali avranno il diritto di esercitare un diritto di first refusal per l'acquisto di tale Partecipazione, nei termini e alle condizioni che seguono (il "Diritto di First Refusal").

(1) Al fine di consentire l'esercizio del Diritto di First Refusal il Socio di Maggioranza dovrà inviare ai Soci di Minoranza una lettera raccomandata a/r - presso il domicilio risultante dal libro soci - e, per conoscenza, al presidente del consiglio di amministrazione della Società (l'"Offerta First Refusal").

Nell'Offerta First Refusal dovranno essere indicati l'entità della Partecipazione che il Socio di Maggioranza intende Trasferire (la "Partecipazione di First Refusal"), il prezzo stabilito dal Socio di Maggioranza per la vendita della medesima, le modalità di pagamento nonché gli ulteriori termini e condizioni del Trasferimento.

(2) Gli altri Soci avranno il diritto di acquistare dal Socio di Maggioranza tutta la, e non solo parte della, Partecipazione di First Refusal, ai termini ed alle condizioni indicati nell'Offerta First Refusal.

Il Diritto di First Refusal potrà essere esercitato, a pena di decadenza, entro 15 (quindici) Giorni Lavorativi dal ricevimento dell'Offerta First Refusal (il "Termine First Refusal"), mediante lettera raccomandata a/r, da inviare al Socio di Maggioranza e, per conoscenza, agli altri soci - presso il domicilio risultante dal libro soci - e al presidente del consiglio di amministrazione della Società, contenente l'intenzione irrevocabile ed incondizionata (ad eccezione dell'eventuale condizione rappresentata dall'autorizzazione da parte di autorità antitrust) di acquistare l'intera Partecipazione di First Refusal, ai termini e alle condizioni indicati nell'Offerta First Refusal (la "Comunicazione di Esercizio First Refusal"). La Comunicazione di Esercizio First Refusal si intenderà tamquam non esset e quindi inefficace, qualora entro 30 (trenta) giorni di calendario dalla scadenza del predetto termine di 15 (quindici) Giorni Lavorativi il socio che ha esercitato il Diritto di First Refusal non consegnerà al Socio di Maggioranza una garanzia bancaria a prima richiesta rilasciata da un istituto bancario di primario standing che garantisca l'integrale pagamento del prezzo della Partecipazione di First Refusal, con rinuncia da parte del garante a sollevare ogni e qualunque eccezione in ordine al rapporto sottostante e con rinuncia da parte dello stesso al beneficio della preventiva escussione.

Qualora il Diritto di First Refusal sia esercitato da più di un Socio di Minoranza, si darà luogo ad un trasferimento della Partecipazione di First Refusal in misura proporzionale alla partecipazione detenuta da ciascun Socio di Minoranza nella Società alla data di esercizio del Diritto di First Refusal.

(3) Qualora il Diritto di First Refusal non sia esercitato nei termini di cui al precedente paragrafo (2) il Socio di Maggioranza sarà libero di perfezionare il Trasferimento con qualsiasi soggetto terzo, mediante compravendita con corrispettivo in denaro, purché ad un prezzo non inferiore a quello indicato nell'Offerta First Refusal e a termini e condizioni non migliorativi per l'acquirente rispetto a quelli ivi indicati. Rimane fermo in tal caso il diritto degli altri Soci di esercitare il Diritto di Covendita nei termini e alle condizioni di cui al successivo articolo 3.5.

Il Trasferimento della Partecipazione di First Refusal al terzo dovrà avere luogo entro la successiva fra le seguenti date:

(a) il 90° (novantesimo) Giorno Lavorativo successivo al Termine First Refusal;

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla conclusione della procedura di covendita prevista nell'articolo 3.5;

(c) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario per legge.

Qualora il Socio di Maggioranza non perfezioni il Trasferimento della Partecipazione di First Refusal nel suddetto termine, la Partecipazione di First Refusal sarà nuovamente soggetta al Diritto di First Refusal.

(4) In caso di esercizio del Diritto di First Refusal, per effetto dell'esercizio di tale diritto si intenderà automaticamente perfezionato - alla data in cui il Socio di Maggioranza abbia ricevuto la Comunicazione di Esercizio del First Refusal - un contratto preliminare di compravendita con il quale il Socio di Maggioranza si impegna a vendere ai soci che abbiano esercitato il Diritto di First Refusal - che si impegnano ad acquistare - la Partecipazione di First Refusal, ai termini e condizioni contenuti nell'Offerta First Refusal, senza necessità di sottoscrivere un diverso o nuovo documento contrattuale o confermare alcuno degli obblighi previsti nel presente statuto. Il Socio di Maggioranza non rilascia e non rilascerà alcuna dichiarazione e garanzia in relazione alla Partecipazione di First Refusal, fatta eccezione per la dichiarazione e garanzia sulla titolarità e libera disponibilità della stessa e sull'assenza di gravami, fatta eccezione per l'eventuale pegno costituito a garanzia di contratti di finanziamento in favore della Società e/o di società controllate dalla Società.

(5) Il trasferimento della Partecipazione di First Refusal ai Soci di Minoranza che abbiano esercitato il Diritto di First Refusal e il pagamento del relativo prezzo dovranno avere luogo, contestualmente, alla successiva fra le seguenti date:

(a) il 30° (trentesimo) Giorno Lavorativo successivo alla data di ricevimento da parte del Socio di Maggioranza dell'ultima - in ordine di tempo - delle Comunicazioni di Esercizio del First Refusal; e

(b) il 10° (decimo) Giorno Lavorativo successivo alla data in cui le competenti autorità antitrust abbiano autorizzato l'operazione, ove necessario.

(6) La procedura che precede non troverà applicazione in caso di rinuncia scritta da parte degli altri soci.

(7) Le disposizioni di cui sopra non trovano applicazione nel caso di escussione di pegno sulle Partecipazioni nella Società costituite a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati dalla Società e/o da società controllate dalla Società.

(8) Il Diritto di First Refusal non troverà applicazione nel caso in cui il Socio di Maggioranza intenda esercitare il Diritto di Drag Along.

3.5 Diritto di Covendita

Qualora il Socio di Maggioranza raggiunga l'accordo con un terzo per il Trasferimento dell'intera Partecipazione da esso detenuta nella Società ovvero anche di una parte della stessa, ciascuno dei Soci di Minoranza avrà diritto di chiedere al Socio di Maggioranza di adoperarsi affinché il terzo cessionario acquisti, oltre alla Partecipazione nella Società del Socio di Maggioranza, anche una parte della Partecipazione nella Società dei Soci di Minoranza proporzionale alla partecipazione nella Società che il Socio di Maggioranza intenda cedere al terzo cessionario (il "Diritto di Covendita").

(1) In caso di esercizio del Diritto di Covendita troveranno applicazione le disposizioni che seguono.

(a) La Partecipazione nella Società di titolarità del Socio di Minoranza che abbia esercitato il Diritto di Covendita dovrà essere trasferita al terzo cessionario alle stesse condizioni previste per il trasferimento della Partecipazione in Società di titolarità del Socio di Maggioranza, fermo quanto previsto al paragrafo (b) che segue.

(b) Il corrispettivo che sarà pagato dal terzo cessionario per l'acquisto delle Partecipazioni oggetto del Diritto di Covendita dovrà essere pari:

(i) nel caso in cui il negozio di Trasferimento preveda un corrispettivo in denaro, (1) quanto alla parte di Partecipazione costituita dai Crediti, al valore nominale (per capitale e interessi), e (2) quanto alla parte di Partecipazione diversa dai Crediti, ad un prezzo proporzionale al corrispettivo offerto per l'acquisto della parte di Partecipazione diversa dai Crediti del Socio di Maggioranza; e

(ii) nel caso in cui il Trasferimento non preveda un corrispettivo o preveda un corrispettivo diverso dal denaro, al prezzo che sarà indicato dal Socio di Maggioranza nella comunicazione di cui al successivo paragrafo (3), salvo che uno o più dei soci contesti la congruità di tale prezzo nella comunicazione con cui esso dichiara di esercitare il Diritto di Covendita, nel qual caso il prezzo sarà determinato da un terzo arbitratore che sarà scelto tra società di revisione di primaria importanza. Al fine della nomina del terzo arbitratore il Socio di Maggioranza - entro 5 (cinque) Giorni Lavorativi dalla data di ricezione della contestazione - comunicherà ai Soci di Minoranza 3 (tre) nominativi ed entro 5 (cinque) giorni lavorativi dalla data di ricevimento dell'ultima - in ordine di tempo - dalle comunicazioni del Socio di Maggioranza, i Soci di Minoranza comunicheranno al Socio di Maggioranza il nominativo prescelto. Resta inteso che, in caso di mancato invio di alcuna delle comunicazioni che precedono, il terzo arbitratore sarà scelto dal presidente del Tribunale di Milano su istanza della parte più diligente.

Resta inteso che: (1) il prezzo della parte della Partecipazione costituita dai Crediti sarà pari al valore nominale degli stessi (per capitale e interessi) mentre, (2) il prezzo della parte di Partecipazione diversa dai Crediti sarà determinato con i criteri di cui all'articolo 2437 ter, secondo comma, codice civile.

L'arbitratore provvederà alla determinazione con equo apprezzamento ai sensi dell'articolo 1349, 1° comma del codice civile (e conseguentemente, nel caso in cui manchi la determinazione del terzo o questa sia manifestamente iniqua o erronea, la determinazione sarà fatta dal giudice), con decisione emessa e comunicata ai Soci entro 20 (venti) giorni lavorativi dalla accettazione dell'incarico.

L'arbitratore avrà ogni più ampia facoltà di regolare i propri lavori, salvo il rispetto del principio del contraddittorio, nonché di chiedere, alle parti e a terzi, informazioni e documenti necessari e comunque rilevanti per l'espletamento dell'incarico.

La determinazione dell'arbitratore sarà vincolante per il Socio di Maggioranza e per tutti i soci che abbiano esercitato il Diritto di Covendita. I costi dell'arbitraggio saranno ripartiti pro quota tra il Socio di Maggioranza e i Soci di Minoranza che abbiano esercitato il Diritto di Covendita.

(c) I Soci di Minoranza che eserciteranno il Diritto di Covendita rilasceranno in favore del terzo cessionario le medesime dichiarazioni e garanzie rilasciate dal Socio di Maggioranza e assumeranno, in misura proporzionale alla partecipazione in Società da essi trasferita e senza obbligo di solidarietà, i medesimi obblighi di indennizzo assunti dal Socio di Maggioranza.

(2) In caso di esercizio del Diritto di Covendita, il Socio di Maggioranza farà quanto in proprio potere affinché il terzo cessionario acquisti, oltre alla Partecipazione in Società del Socio di Maggioranza, anche la Partecipazione in Società di titolarità dei Soci di Minoranza che abbiano esercitato il Diritto di Covendita nei termini e alle condizioni di cui al precedente paragrafo (1).

Ove il terzo non accetti, per qualsiasi motivo, di acquistare la Partecipazione in Società dei Soci di Minoranza che abbiano esercitato il Diritto di Covendita, il Socio di Maggioranza dovrà, a sua scelta:

(a) rinunciare al Trasferimento; ovvero

(b) ridurre la Partecipazione in Società che esso intende trasferire al terzo cessionario in misura tale da consentire che il Socio di Maggioranza e i Soci di Minoranza possano partecipare al Trasferimento proporzionalmente; ovvero ancora

(c) acquistare esso stesso la Partecipazione in Società dei Soci di Minoranza che il terzo abbia rifiutato di comprare.

(3) Al fine di consentire l'esercizio del Diritto di Covendita nei termini che precedono, il Socio di Maggioranza dovrà dare preventiva comunicazione della progettata operazione di Trasferimento ai Soci di Minoranza -mediante lettera raccomandata a/r inviata presso il domicilio risultante dal libro soci - e, per conoscenza, al presidente del consiglio di amministrazione della Società.

(4) Tale comunicazione dovrà indicare l'identità del potenziale acquirente, i termini e le condizioni, il corrispettivo pattuito con il terzo (o, in caso di Trasferimenti senza corrispettivo o con corrispettivo diverso dal denaro, il prezzo stabilito dal Socio di Maggioranza per il trasferimento al terzo della Partecipazione in Società dei Soci di Minoranza che intendano esercitare il Diritto di Covendita), le modalità di pagamento e le dichiarazioni e garanzie da rilasciare in favore dello stesso.

(5) Il Diritto di Covendita potrà essere esercitato a pena di decadenza, entro 15 (quindici) Giorni Lavorativi dalla data di ricezione della comunicazione di cui al precedente paragrafo (3), mediante comunicazione scritta inviata dai Soci di Minoranza, mediante lettera raccomandata a/r, al Socio di Maggioranza e, per conoscenza, agli altri Soci - presso il domicilio risultante dal libro soci - e al presidente del consiglio di amministrazione della Società.

(6) Il trasferimento delle Partecipazioni oggetto del Diritto di Covendita dovrà essere effettuato contestualmente al trasferimento della Partecipazione in Società del Socio di Maggioranza.

(7) Il Diritto di Covendita non troverà applicazione in caso di esercizio del Diritto di First Refusal da parte di uno o più dei Soci di Minoranza.

La procedura che precede non troverà applicazione in caso di rinuncia scritta dei Soci di Minoranza.

Le disposizioni di cui sopra non trovano inoltre applicazione nel caso di escussione di pegno sulle Partecipazioni della Società costituite a garanzia di eventuali contratti di finanziamento stipulati dalla Società e/o dalle società controllate dalla Società.

3.6 Drag Along

Qualora il Socio di Maggioranza riceva l'offerta di un terzo (l'"Offerta di Acquisto") che abbia manifestato la volontà di acquisire, tramite compravendita con corrispettivo in denaro, il 100% (cento per cento) del capitale sociale della Società e dei Crediti per un prezzo complessivo non inferiore alla somma tra il prezzo stabilito ai sensi dell'articolo 2437 ter, 2° comma, del codice civile, per quanto riguarda il 100% (cento per cento) del capitale sociale della Società, e il valore nominale dei Crediti (per capitale e interessi), per quanto riguarda i Crediti, e il Socio di Maggioranza intenda accettare tale offerta, il Socio di Maggioranza avrà diritto di richiedere ai Soci di Minoranza di vendere tutta la, e non solo parte della, Partecipazione da essi detenuta nella Società, e i Soci di Minoranza, in caso di richiesta, saranno obbligati a vendere tali Partecipazioni, nei termini e alle condizioni che seguono (il "Diritto di Drag Along").

(1) Il Diritto di Drag Along potrà essere esercitato dal Socio di Maggioranza inviando ai Soci di Minoranza - presso il domicilio risultante dal libro soci - e per conoscenza al presidente del consiglio di amministrazione della Società, una comunicazione (mediante raccomandata a/r) la quale contenga:

(a) la propria intenzione di esercitare il Diritto di Drag Along;

(b) l'identità del terzo offerente;

(c) il prezzo offerto dal terzo offerente per l'acquisto del 100% (cento per cento) del capitale sociale della Società e dei Crediti;

(d) il termine di esecuzione della compravendita.

La data di ricezione da parte dei Soci di Minoranza dell'ultima - in ordine di tempo - delle comunicazioni di cui sopra sarà la data di esercizio del Diritto di Drag Along (la "Data di Esercizio Drag Along").

(2) In caso di esercizio del Diritto di Drag Along, i Soci di Minoranza saranno obbligati a vendere al terzo offerente tutta la, e non solo parte della, Partecipazione nella Società di propria titolarità.

Il trasferimento delle azioni rappresentative del 100% (cento per cento) del capitale sociale della Società, dei Crediti e il pagamento del relativo prezzo avranno luogo, contestualmente, alla data di esecuzione prevista nell'Offerta di Acquisto.

(3) In caso di esercizio del Diritto di Drag Along:

(a) tutte le Partecipazioni dovranno essere trasferite al terzo cessionario alle stesse condizioni previste per il trasferimento della Partecipazione di titolarità del Socio di Maggioranza;

(b) il corrispettivo che sarà pagato dal terzo per l'acquisto del 100% del capitale sociale della Società e dei Crediti sarà ripartito tra i soci come segue:

(i) ciascun socio percepirà, a titolo di corrispettivo per il trasferimento al terzo della parte di Partecipazione costituita da Crediti, un importo pari al valore nominale degli stessi (per capitale e interessi);

(ii) la restante parte del prezzo corrisposto dal terzo sarà ripartito tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da essi detenuta nella Società alla data del trasferimento.

(4) Per effetto dell'esercizio del Diritto di Drag Along da parte del Socio di Maggioranza, alla data alla Data di Esercizio Drag Along si intenderà automaticamente perfezionato tra il Socio di Maggioranza e i Soci di Minoranza un contratto preliminare di compravendita, con il quale i Soci di Minoranza si impegnano a vendere al Socio di Maggioranza, che si impegna ad acquistare - con facoltà di nominare il terzo offerente quale acquirente della Partecipazione nella Società dei Soci di Minoranza - la Partecipazione nella Società dei Soci di Minoranza, ai termini e condizioni contenuti nell'Offerta di Acquisto, senza necessità di sottoscrivere un diverso o nuovo documento contrattuale.

Per effetto dell'esercizio del Diritto di Drag Along da parte del Socio di Maggioranza, si intenderà automaticamente perfezionato un negozio di nomina, da parte del Socio di Maggioranza, del terzo offerente quale soggetto che subentra al Socio di Maggioranza nel predetto contratto preliminare, senza necessità di sottoscrivere un diverso o nuovo documento contrattuale.

3.7 Vendita di azioni e Crediti

Qualora un socio intenda Trasferire, in tutto o in parte, le azioni della Società di propria titolarità, tale Socio dovrà altresì Trasferire, in misura proporzionale, i Crediti da esso vantati nei confronti della Società e, parimenti, qualora un socio intenda Trasferire, in tutto o in parte, i Crediti da esso vantati nei confronti della Società, tale socio dovrà altresì trasferire, in misura proporzionale, le azioni della Società di propria titolarità.

3.8 Conseguenze del mancato rispetto delle disposizioni sulla circolazione delle Partecipazioni

I Trasferimenti effettuati in violazione delle disposizioni di cui al presente articolo 3 saranno inefficaci nei confronti dei soci, della Società e dei terzi.

3.9 Trasferimenti Autorizzati

Le disposizioni di cui ai precedenti articoli da 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 e 3.6 non troveranno applicazione in caso di Trasferimenti di Partecipazioni effettuate da un socio in favore di una società in relazione alla quale esso possieda la piena ed esclusiva proprietà del 100% (cento per cento) del capitale sociale e dei relativi diritti di voto (il "Cessionario"), a condizione che (1) le partecipazioni nel Cessionario siano nominative e la titolarità di tali partecipazioni risulti da atti accessibili al pubblico (quali visure camerali avente valore di certificazione) e da apposito libro soci e (2) il Cessionario aderisca preventivamente ad eventuali patti parasociali in essere tra i Soci, così accettando e assumendo tutti i diritti, i vincoli e le obbligazioni che da esso derivano.

In relazione ai Trasferimenti previsti ai sensi del paragrafo che precede:

(a) per quanto occorrer possa, ciascun socio qualora richiesto dagli altri soci, si impegna a rinunciare ai diritti previsti ai precedenti articoli 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 e 3.6 al momento del perfezionamento del Trasferimento azionario in favore del Cessionario;

(b) il socio che ha trasferito la Partecipazione e il Cessionario verranno considerati un'unica parte ai fini delle disposizioni del presente statuto e saranno solidalmente responsabili per l'eventuale inosservanza da parte di uno di essi delle obbligazioni derivanti dallo stesso;

(c) il socio che ha trasferito la Partecipazione si impegna a riacquistare dal Cessionario che si impegna a retrocedere al socio che ha trasferito la Partecipazione, la Partecipazione trasferita, nel caso in il socio trasferente cessasse di detenere il 100% (cento per cento) del capitale sociale del Cessionario e dei relativi diritti di voto (con la precisazione che i soci rinunciano ora per allora a far valere i rispettivi diritti previsti ai precedenti articoli 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 e 3.6 con riferimento a tale retrocessione).

Art. 4. Assemblea.

4.1 L'Assemblea sarà convocata dal Presidente o dal Vicepresidente (anche a prescindere dall'esercizio delle proprie funzioni vicarie e quindi da assenza o impedimento del Presidente) del Consiglio di Amministrazione presso la sede sociale o in altro luogo, purché in Italia od in altri Paesi dell'Unione Europea, ovvero in Svizzera.

4.2 L'avviso di convocazione deve contenere l'elenco delle materie da trattare, l'indicazione di giorno, ora e luogo stabiliti per la prima e seconda convocazione dell'adunanza, nonché l'indicazione di giorno, ora e luogo eventualmente stabiliti per le convocazioni successive.

Tale avviso dovrà essere pubblicato almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza su uno dei seguenti quotidiani: "Il Corriere della Sera", "Il Sole 24 Ore", a scelta dell'Organo Amministrativo.

Fino a che la Società non farà ricorso al mercato del capitale di rischio, l'Organo Amministrativo potrà convocare l'Assemblea mediante avviso inviato ai soci almeno otto giorni prima dell'Assemblea con mezzi che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento, quali la lettera raccomandata con avviso di ricevimento o consegnata a mano (firmata e datata di pugno dal ricevente), messaggio fax o di posta elettronica; tali formalità di convocazione possono essere utilizzate alternativamente o cumulativamente alla pubblicazione dell'avviso sui giornali sopra indicati, a condizione che tutti gli aventi diritto a partecipare all'Assemblea abbiano comunicato alla Società (e pertanto risulti dai libri sociali) il loro recapito, numero di fax o indirizzo di posta elettronica.

4.3 In mancanza delle formalità suddette, l'Assemblea si reputa regolarmente costituita quando è rappresentato l'intero capitale sociale, sono presenti tutti gli altri aventi diritto al voto e partecipa all'Assemblea la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo.

4.4 L'Assemblea per l'approvazione del bilancio della società deve essere convocata entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio ovvero, nei limiti ed alle condizioni previste dalla legge, entro il termine massimo di centoottanta giorni, sempre dalla chiusura dell'esercizio.

4.5 Possono intervenire all'Assemblea gli azionisti cui spetti il diritto di voto nonchè i soggetti cui per legge o in forza del presente statuto è riservato il diritto di intervento.

4.6 Per l'intervento in Assemblea non occorre il preventivo deposito delle azioni o della relativa certificazione presso la sede o le banche incaricate.

4.7 L'Assemblea ordinaria e/o straordinaria può tenersi, con interventi dislocati in più luoghi, contigui o distanti, per audioconferenza o videoconferenza, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento degli azionisti; è pertanto necessario che:

(a) siano presenti nello stesso luogo il presidente dell'Assemblea e il soggetto verbalizzante, i quali provvederanno alla formazione e alla sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta l'adunanza in detto luogo;

(b) sia consentito al presidente dell'Assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, distribuendo agli stessi via fax o a mezzo posta elettronica, se redatta, la documentazione predisposta per la riunione, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(d) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

(e) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il soggetto verbalizzante.

4.8 Ogni azionista che ha diritto di intervenire all'Assemblea può farsi rappresentare con delega scritta da altro soggetto nei limiti e con le modalità previsti dall'art. 2372 del codice civile.

4.9 L'Assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di assenza o impedimento del Presidente, dal Vicepresidente.

4.10 L'Assemblea, sia ordinaria che straordinaria, è validamente costituita e delibera con le maggioranze stabilite dalla legge fatta eccezione per le seguenti materie in relazione alle quali l'assemblea ordinaria e straordinaria della Società si costituirà e delibererà validamente, sia in prima sia in seconda convocazione, con il voto favorevole di almeno l'85% (ottantacinque per cento) più un'azione del capitale sociale:

(a) modifiche degli articoli dello statuto sociale aventi ad oggetto:

(i) i quorum costitutivi e deliberativi dell'assemblea;

(ii) il numero dei componenti e i quorum costitutivi e deliberativi del consiglio di amministrazione;

(iii) i vincoli al trasferimento delle azioni; e

(iv) le modifiche sostanziali dell'oggetto sociale;

(b) aumenti di capitale in denaro (inclusa l'emissione di prestiti obbligazionari convertibili e/o altri titoli di debito convertibili):

(i) con esclusione del diritto di opzione; o

(ii) con diritto di opzione ed emissione di azioni ad un prezzo superiore al fair market value, fatta eccezione per le ipotesi di aumenti di capitale finalizzati:

(1) al ripianamento di perdite e

(2) al rispetto dei covenants finanziari previsti in relazione ad eventuali finanziamenti;

(c) riduzione del capitale sociale in misura non proporzionale tra i soci (delibera che comunque sarà assunta nel rispetto delle maggioranze previste dalla legge);

(d) fusioni con società aventi oggetto sociale sostanzialmente difforme da quello della Società e scissioni non proporzionali, fatta eccezione per le fusioni e le scissioni infragruppo;

(e) scioglimento e messa in stato di liquidazione volontaria;

(f) trasferimento della sede sociale fuori dal territorio dell'Italia.

4.11 I quorum stabiliti per la seconda convocazione valgono anche per le eventuali convocazioni successive.

Art. 5. Amministrazione.

5.1 La Società sarà amministrata da un Consiglio di Amministrazione, composto da 9 (nove) consiglieri anche non soci, investito di tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione.

5.2 Non possono essere nominati alla carica di Amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 del codice civile.

5.3 Gli amministratori sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 del codice civile.

5.4 Gli Amministratori restano in carica per il periodo di tempo che verrà stabilito all'atto della loro nomina, in ogni caso per un periodo non superiore a tre esercizi e sono rieleggibili.

5.5 Qualora, per dimissioni od altre cause, venissero a mancare almeno 3 (tre) dei consiglieri, l'intero Consiglio di Amministrazione si intenderà decaduto.

In tal caso spetterà all'Assemblea procedere, con le modalità previste dal presente Statuto, alla nomina del nuovo organo amministrativo.

Nel frattempo gli altri amministratori potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

5.6 Se nel corso degli esercizi viene a mancare un amministratore, gli altri provvedono a sostituirlo con deliberazione approvata dall'organo di controllo purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'Assemblea. Gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima Assemblea.

5.7 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

5.8 Il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi membri un Presidente, se non è stato nominato dall'Assemblea in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento.

5.9 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione devono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

5.10 Il Consiglio di Amministrazione viene convocato dal Presidente, ovvero dal Vicepresidente (anche a prescindere dall'esercizio delle proprie funzioni vicarie e quindi da assenza o impedimento del Presidente), mediante avviso trasmesso con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo a comprovare l'avvenuta spedizione ed il ricevimento, almeno cinque giorni - o, in caso di urgenza - un giorno prima dell'adunanza, nel quale devono essere indicati la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

Nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere inviato al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dagli amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

5.11 Il Consiglio di Amministrazione si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, in Svizzera o nell'ambito del territorio di uno Stato appartenente all'Unione Europea.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione si possono svolgere anche in più luoghi, contigui o distanti, audio e/o video collegati, a condizione che:

(a) siano presenti nello stesso luogo il presidente della riunione e il soggetto verbalizzante, i quali provvederanno alla formazione e alla sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

(b) sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, di regolare lo svolgimento della riunione, nonché di constatare e di proclamare i risultati della votazione;

(c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

(d) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, di ricevere e di trasmettere documenti.

5.12 Le adunanze del Consiglio di Amministrazione e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci o il revisore, se nominati.

5.13 Il Consiglio di Amministrazione si costituisce e delibera validamente, in forma collegiale, con le maggioranze di legge fatta eccezione per quanto segue:

(i) esclusivamente in relazione alle seguenti materie, il Consiglio di Amministrazione si costituisce e delibera validamente con il voto favorevole di almeno 8 (otto) amministratori:

(a) sottoscrizione e/o modifica, recesso o risoluzione di contratti:

(1) con Luxlode SA (società di diritto lussemburghese con sede in Lussemburgo, rue du Kiem 163, L-8030 Strassen, iscritta al Registro del Commercio del Lussemburgo al numero B166548, "Luxlode") e/o con società Controllanti e/o Controllate dal, e/o soggette al comune Controllo di, Luxlode; e

(2) con ciascun socio di Luxlode e/o con società Controllanti e/o Controllate dal, e/o soggette al comune Controllo di, ciascun socio di Luxlode (intendendosi per "Controllo" ai fini del presente statuto la maggioranza dei voti esercitabili nell'assemblea ordinaria di una società);

(b) proposte di modifiche dello statuto sociale aventi ad oggetto le materie di cui al precedente articolo 4.10 lettere (a);

(c) proposta di aumenti di capitale di cui all'articolo 4.10 lettera (b);

(d) acquisto di partecipazioni in società aventi oggetto sociale sostanzialmente difforme da quello della Società;

(e) proposte di fusioni con società aventi oggetto sociale sostanzialmente difforme da quello della Società e scissioni non proporzionali;

(f) proposte di scioglimento e messa in stato di liquidazione volontaria della Società;

(g) esercizio del diritto di voto nelle assemblee delle seguenti società controllate dalla Società in relazione alle materie di cui al precedente articolo 4.10: LuxLode Espana S.L., Gens Aurea S.p.A. Handle Italia S.r.l., Oro Cash España S.L., Handle S.A.;

(ii) esclusivamente in relazione alle seguenti materie il Consiglio di Amministrazione si costituisce e delibera validamente con il voto favorevole di almeno 7 (sette) amministratori:

(a) proposte di modifiche dello statuto sociale diverse da quelle di cui alla lettera (b) del precedente articolo 5.13(i);

(b) approvazione o modifica del budget e del piano industriale pluriennale (business plan) individuale e di gruppo;

(c) attribuzione/revoca di deleghe all'amministratore delegato e ad alti dirigenti e determinazione dei relativi compensi e poteri;

(d) operazioni che comportino sensibili scostamenti dal budget approvato e comunque investimenti eccedenti l'importo unitario di Euro 60.000,00 (sessantamila virgola zero zero) per singolo esercizio;

(e) proposte di aumento del capitale sociale diverse da quelle di cui alla lettera (c) del precedente articolo 5.13(i);

(f) proposte di emissione di prestiti obbligazionari e/o altri titoli di debito;

(g) acquisto, vendita o affitto di aziende o rami di azienda;

(h) acquisto di partecipazioni diverse da quelle di cui alla lettera (d) del precedente articolo 5.13(i) e/o cessione di partecipazioni;

(i) assunzione e/o concessione e/o rimborso, anche anticipato, di finanziamenti e prestiti, anche obbligazionari, aventi un importo superiore a Euro 200.000,00 (duecentomila virgola zero zero);

(j) proposte di fusioni e scissioni diverse da quelle di cui alla lettera (e) del precedente articolo 5.13(i) e trasformazioni;

(k) esercizio del diritto di voto nelle assemblee delle società partecipate in relazione materie diverse da quelle di cui alla lettera (g) del precedente articolo 5.1.3(i).

5.14 In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

5.15 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario, o dal Notaio, nei casi previsti dalla legge.

5.16 Il verbale della deliberazione collegiale del Consiglio di Amministrazione, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

5.17 L'organo amministrativo può nominare un direttore generale, anche estraneo al consiglio, determinandone le funzioni e le attribuzioni all'atto della nomina; non possono comunque essere delegati al direttore generale, in quanto necessariamente riservati agli amministratori, i poteri che comportino decisioni concernenti la definizione degli obiettivi globali della società e la determinazione delle relative strategie e in ogni caso le materie di cui al precedente articolo 5.13 (i) e (ii).

Il direttore generale si avvale della collaborazione del personale della società organizzandone le attribuzioni e le competenze funzionali.

Art. 6. Deleghe.

6.1 Il Consiglio di Amministrazione, può delegare parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 del codice civile ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, o ad uno o più dei suoi componenti anche disgiuntamente tra loro. Non potranno essere delegate e dovranno essere decise collegialmente dal Consiglio di Amministrazione le materie di cui al precedente articolo 5.13(i) e (ii).

6.2 Gli organi delegati di cui al precedente articolo 6.1 riferiscono al Consiglio di Amministrazione e agli organi di controllo, almeno ogni quattro mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione, nonché sulle operazioni di maggior rilievo (per le loro dimensioni o per le loro caratteristiche) effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

Art. 7. Rappresentanza.

7.1 La rappresentanza legale della società, sia attiva che passiva, spetta al presidente del consiglio di amministrazione e, ove nominati, a ciascun dei vice presidenti, agli amministratori delegati e al direttore generale, nei limiti delle loro specifiche attribuzioni.

La rappresentanza della società può inoltre essere conferita, secondo limiti e modalità disciplinati dall'organo amministrativo ad altri amministratori e a personale della società, fermo il rispetto delle formalità di legge.

Per singole operazioni o per categorie di atti possono essere conferite procure anche a persone fisiche o giuridiche estranee alla società.

Art. 8. Organo di controllo e revisione legale dei conti.

8.1 Il Collegio Sindacale si compone di 3 (tre) membri effettivi (tra cui il Presidente) e 2 (due) supplenti, in possesso dei requisiti richiesti dalle disposizioni di legge, vigenti in materia, e dura in carica per tre esercizi.

8.2 Le riunioni del Collegio Sindacale possono svolgersi anche con l'ausilio di mezzi telematici, nel rispetto delle modalità di cui all'art. 5.11 del presente statuto.

8.3 Ai sindaci spetta il compenso determinato per tutta la durata dell'incarico dall'Assemblea all'atto della nomina.

8.4 Il controllo contabile sulla Società è esercitato dal collegio sindacale, in possesso dei relativi requisiti previsti per Legge, ovvero, quando richiesto dalla legge o deciso con delibera dell'Assemblea ordinaria, da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

8.5 L'Assemblea, all'atto di nomina del revisore o della società di revisione, deve anche determinarne il corrispettivo per la durata dell'incarico.

Art. 9. Bilancio ed utili.

9.1 Gli esercizi sociali si chiudono il trentuno dicembre di ogni anno.

9.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio approvato, dedotto il 5% (cinque per cento) per la riserva legale, verranno attribuiti al capitale proporzionalmente, salvo che l'Assemblea deliberi speciali prelievi a favore di riserve straordinarie o per altra destinazione ovvero di rinviarli in tutto o in parte all'esercizio successivo.

9.3 I versamenti in denaro fatti dagli azionisti alla società possono essere effettuati nei limiti di legge:

- a) sotto forma di apporto;
- b) sotto forma di finanziamento fruttifero o infruttifero con naturale diritto a restituzione.

Art. 10. Recesso.

10.1 Il diritto di recesso compete nei casi previsti dalla legge al socio assente o che abbia manifestato voto contrario ovvero che si sia astenuto.

10.2 Non compete al socio diritto di recesso in relazione alle deliberazioni riguardanti la proroga del termine della società, l'introduzione o la rimozione di vincoli alla circolazione delle azioni.

Art. 11. Scioglimento e liquidazione. Nei casi previsti dalla legge, la liquidazione della Società è affidata ad un liquidatore, nominato dall'Assemblea con le maggioranze previste per le modificazioni dello statuto; l'Assemblea delibererà anche in merito ai criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione, ai poteri dei liquidatori ed agli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa.

Art. 12. Controversie. Tutte le controversie che dovessero sorgere tra Società e soci, ovvero tra soci cui partecipi la Società, ovvero aventi ad oggetto comunque rapporti sociali, comprese quelle relative alla validità delle deliberazioni assembleari, promosse da o contro i soci, da o contro la Società, da o contro gli amministratori, da o contro i sindaci, da o contro i liquidatori, indipendentemente dal numero delle parti coinvolte nella controversia, saranno risolte mediante arbitrato, secondo il Regolamento della Camera Arbitrale Nazionale e Internazionale di Milano, fatte salve le controversie per le quali la legge preclude il ricorso alla procedura arbitrale.

Il collegio sarà composto da tre (3) arbitri, nominati dalla suddetta Camera Arbitrale.

L'arbitrato sarà rituale e il collegio deciderà secondo diritto.

In caso di annullamento del lodo per i motivi di cui all'articolo 829, comma primo numeri 5), 6), 7), 8), 9), 11) o 12), e commi terzo, quarto o quinto, del codice di procedura civile, si attribuisce alla Corte d'Appello di Milano il potere di decidere la controversia nel merito.

Ogni eventuale controversia che non possa essere deferita alla determinazione di arbitri, sarà devoluta alla competenza territoriale esclusiva del Tribunale di Milano.

Art. 13. Rinvio. Per quanto non previsto nel presente Statuto valgono le norme di legge in materia di società per azioni.”

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs démissionnaires, ainsi qu'au réviseur d'entreprises démissionnaire, pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer en conformité avec la loi italienne, en qualité de nouveaux administrateurs de la Société une fois inscrite en Italie:

- Monsieur Massimo Tabak, né à Milan (Italie), le 30 avril 1954, code fiscal italien TBKMSM54D30F205A, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;

- Monsieur Filippo Gaggini, né à Pesaro (Italie), le 25 septembre 1967, code fiscal italien GGGFPP67P25G479M ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Nino Mascellaro, né à Como (Italie), le 8 juin 1972, code fiscal italien MSCNNI72H08C933O, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Massimo Longoni, né à Como (Italie), le 6 décembre 1970, code fiscal italien LNGMSM70T06C933R, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Jean-François Aron, né à Suresnes (France), le 6 septembre 1963, code fiscal italien RNAJFR63P06Z110U, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Jean Pierre Verlainé, né à Huy (Belgique), le 26 septembre 1969, code fiscal italien VRLJPR69P26Z103G, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Adrien Coulombel, né à Amiens (France), le 8 juin 1982, code fiscal italien CLMDNM82H08Z110X, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Marco Reggiori, né à Varese (Italie), le 12 mars 1961, code fiscal italien RGGMRC61C12L682N ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Antonio Grigolo, né à Milan (Italie), le 16 juin 1964, code fiscal italien GRGNTN64H15F205E, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie,
- jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes annuels de la Société.

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer Monsieur Massimo Tabak en qualité de Président du conseil d'administration de la Société, une fois inscrite en Italie.

L'assemblée générale extraordinaire décide d'attribuer une rémunération globale de neuf mille euros (EUR 9.000,00) à l'ensemble du nouveau conseil d'administration de la Société.

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer en conformité avec la loi italienne, en qualité de nouveaux commissaires aux comptes de la Société une fois inscrite en Italie:

- Madame Monica Castiglioni, président du collège des commissaires aux comptes, née à Milan (Italie) le 13 août 1969, code fiscal italien CSTMCN69M53F205O ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Giovanni Covati, membre effectif, né à Turin (Italie), le 23 août 1964, code fiscal italien CVTGNN64M23L219H, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Raffaele Moschen, membre effectif, né à Bwergamo (Italie) le 2 juillet 1962, code fiscal italien MSC RFL 62L02 A794N ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Sergio Maiorana, membre suppléant, né à Milazzo (Italie), le 24 août 1970, code fiscal italien MRNSRG70M24F206C, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie;
 - Monsieur Guido Riccardi, membre suppléant, né à Milan (Italie), le 12 décembre 1955, code fiscal italien RCCGDU55T12F205F, ayant résidence professionnelle à Via Rugabella n.1, I-20100 Milan, Italie,
- jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes annuels de la Société.

L'assemblée générale extraordinaire décide d'attribuer aux commissaires aux comptes une rémunération globale de dix mille euros (EUR 10.000,00).

Huitième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer Deloitte & Touche SpA, ayant son siège social à Via Tortona, 25, Milan, Italie, en conformité avec la loi italienne, en qualité de réviseur d'entreprises de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes annuels de la Société et de lui octroyer une rémunération annuelle de vingt mille euros (EUR 20.000,00) pour l'exercice de son mandat annuel.

Neuvième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer les pouvoirs les plus étendus, à Monsieur Massimo Tabak, prénommé, avec signature individuelle, pour représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie, pour apporter aux statuts et à l'acte de transfert du siège toutes les modifications qui pourraient lui être demandées par les autorités judiciaires italiennes compétentes à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Dixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques à la société Englewood Management & Consulting, société à responsabilité limitée, ayant son siège social rue Guillaume Kroll, 3/a, L-1882 Luxembourg (RCS Luxembourg B 178071) afin de recevoir toutes les notifications émises par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché du Luxembourg et adressées à la Société, ainsi que pour exécuter toutes les obligations fiscales et légales de la société devant être exécutées exclusivement au Grand-Duché du Luxembourg, dans le cadre des présentes résolutions et de parvenir à la radiation de l'inscription de la Société au Registre de Commerce

et des Sociétés de Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription requis au registre des sociétés à Milan (Italie) et des actes y afférents et de faire toutes démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Condition suspensive

Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième résolutions sont prises sous la condition suspensive que la procédure nécessaire pour le transfert de siège ait été également accomplie en Italie suivant la loi italienne, et que notamment la société soit valablement inscrite au Registre de Commerce en Italie afin qu'elle puisse être rayée du registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites des présentes sont estimés à la somme de quatre mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête.

Et après lecture et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. COULOMBEL, L. COLAS, J.P. VERLAINE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11830. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014139147/857.

(140157655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Montreux Regard Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.908.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of August.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing at Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

Montreux Healthcare Fund PLC, with its registered address at Second Floor, Exchange House, 54-58 Athol Street, Douglas, Isle of Man IM1 1JD, duly registered under the Companies Act 2006 of the Isle of Man under number 009788V, here represented by Mylène BASSO, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The appearing party, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company (société à responsabilité limitée), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited S.à company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is Montreux Regard Holdings S.à r.l..

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees and grant security interests over some or all of its assets including, without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favor of or for the benefit of other parties, to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or other companies.

It may open branches in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving there from or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at ten thousand pounds (10,000.-GBP) represented by two hundred (200) sharequotas of fifty Pounds (50.-GBP) each.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

The authorized share capital of the Company is fixed at thirty million pounds (GBP 30,000,000.-) and the issue of up to six hundred thousand (600.000) sharequotas of fifty Pounds (50.- GBP) each. The board of managers or the sole manager, as the case may be, is authorized, during a period expiring 5 (five) years after the publication of the authorization granted by the shareholder(s) meeting in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, to increase in one or several times the share capital within the limits of the authorized capital and of the provisions of article 189 of the Companies' Act of August 10, 1915.

The term or extent of this authority may be extended by resolution of the shareholder(s) in general meeting from time to time, in the manner required for amendment of these Articles in accordance with the Commercial Companies Law.

The board of managers or the sole manager, as the case may be, is authorized to determine the conditions attaching to any subscription for the new shares from time to time. The board of managers or the sole manager, as the case may be, shall be entitled to limit or suppress the preferential subscription rights granted to each shareholder prorata to its shareholding, within the limits of article 189 of the Companies' Act of August 10, 1915.

The board of managers or the sole manager, as the case may be, may delegate to any duly authorized person, the power of accepting subscription and receiving payment for shares representing part or all of such increased amount of capital.

Upon each increase of the share capital of the Company by the board of managers or the sole manager, as the case may be, within the limits of the authorized capital, the first paragraph of article 5 of the Articles shall be amended accordingly and the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall take or authorize any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

Art. 7. The sharequotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per sharequota. If a sharequota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting right attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

If necessary the shareholders will have to possibility to appoint Class A and Class B managers.

The mandate of manager is entrusted to him/her/them until his/her/their dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties by the joint signatures of any two managers or, when the case may be, by the joint signatures of any manager of the Class A together with a manager of the Class B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, each class being represented as well. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by telephone or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his/her function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The decisions of the shareholders are taken at general meetings of shareholders.

However, the holding of a general meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty five (25).

In such case, the board of managers can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, expressly drawn-up in writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax.

Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

If the Company has only one (1) shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder when the number of shareholders is reduced to one (1).

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Subscription and payment

The two hundred (200) sharequotas are all subscribed by the public limited company Montreux Healthcare Fund PLC, pre-named.

The subscriber states and acknowledges that each sharequota has been fully paid up in cash so that the amount of ten thousand Pounds (10,000.- GBP) is from this day on at the free disposal of the corporation and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Transitory disposition

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2015.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital takes the following resolutions:

First resolution

- Mr. Oliver Harris, Asset Manager, born on 24 January 1982 in/at London, United Kingdom, residing professionally at Dornacherstr. 320, 4053 Basel Zustellkreis, is appointed as manager for an unlimited duration;

- Mr. John Godden, Company director, born on 17 June 1965 in/at Exeter, United Kingdom, residing professionally at 2nd Floor Baarerstrasse 14-16, CH 6300, Zug, Switzerland, is appointed as manager for an unlimited duration.

The company is bound in all circumstances by the sole signature of the sole manager or by the joint signatures of any two managers or, when the case may be, by the joint signature of a manager of the Class A together with a manager of the Class B.

Second resolution

The registered office of the company is established in L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille quatorze, le quatorzième jour d'août.

Par devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambouch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Montreux Healthcare Fund PLC, ayant son siège social au Second Floor, Exchange House, 54-58 Athol Street, Douglas, Ile de Man IM1 1JD, dûment enregistrée sous la loi de 2006 sur les sociétés de l'Ile de Man sous le numéro 009788V, dûment représentée par Mylène BASSO, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, par vertu de la procuration signée sous seing privé lui délivrée.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. La dénomination de la société est Montreux Regard Holdings S.à r.l..

Art. 3. L'objet de la société est l'acquisition, la gestion, le développement et la disposition de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères. La société peut également contracter des prêts et accorder tout type d'aide, prêts, avances, garanties et octroyer des titres sur tout ou partie de ses actifs, incluant, et sans limitation, par nantissement, transfert ou servitude, en faveur de ou au profit d'autres parties, de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, des sociétés affiliées ou autres sociétés.

La société peut ouvrir des branches au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

De plus, la société peut acquérir ou disposer de tout type de titres par voie de souscription, de rachat, d'échange, de vente ou autre.

Elle peut également acquérir, développer ou disposer de brevets et de licences, aussi bien que de droits.

De plus, la société peut acquérir, gérer, améliorer et disposer d'immobilier situé au Luxembourg ou à l'étranger.

En général, la société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, tant dans le domaine des titres ou de l'immobilier, dans les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à dix mille Livres Sterling (10.000,-GBP), représenté par deux cent (200) parts sociales de cinquante Livres Sterling (50,- GBP) chacune.

Tant et aussi longtemps que les parts sociales sont détenues par une seule personne, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ou supplée sont applicables, toute décision de l'associé unique ainsi que tout contrat entre ce dernier et la société devront être minuté par écrit et les provisions concernant l'assemblée générale des associés ne s'appliquent pas.

La société peut acquérir ses propres parts sociales à condition qu'elles soient annulées et que le capital soit réduit proportionnellement.

Le capital social autorisé de la Société est fixé à trente millions de Livres Sterling (30.000.000,- GBP) et l'émission jusqu'à un maximum de 600.000 (six cent mille) parts sociales de cinquante Livres Sterling (50,- GBP) chacune. Le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, est autorisé, pendant une période expirant cinq (5) ans après la publication de l'autorisation accordée par l'assemblée de l'/des actionnaire(s) au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social dans les limites du capital autorisé et des dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le terme ou l'étendue de cette autorisation peut être étendue par résolution de l'/des actionnaire(s) en assemblée générale de temps en temps, de la manière requise pour la modification des Statuts conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, est autorisé à déterminer les conditions attachées à la souscription des nouvelles actions de temps en temps. Le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, a le droit de limiter ou supprimer les droits préférentiels de souscription attribués à chacun des actionnaires au prorata de sa participation, dans les limites de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, peut déléguer à toute personne dûment autorisée, le pouvoir d'accepter la souscription et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

A chaque augmentation du capital social de la Société par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dans les limites du capital autorisé, le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts doit être modifié en conséquence et le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, devra prendre ou autoriser toute personne à prendre toutes les mesures nécessaires aux fins de l'obtention de l'exécution et de la publication de cette modification.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles au regard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul associé par part sociale. Si une part sociale est détenue par plusieurs associés, la société a le droit de suspendre les droits y liés jusqu'à ce qu'un seul associé ait été désigné comme étant le propriétaire de cette part sociale. La même chose s'applique en cas de conflit entre l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur dont la dette est rattachée à un nantissement et à son créancier. Néanmoins, le droit de vote attaché à la part sociale rattaché à l'usufruit est exercé par l'usufruitier seulement.

Art. 8. Le transfert de parts sociales inter vivos à d'autres associés ou à des tiers est conditionnel à l'approbation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Le transfert de parts sociales mortis causa à d'autres associés ou à des tiers est conditionnel à l'approbation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quart du capital social appartenant aux survivants.

Cette approbation n'est pas nécessaire quand les parts sociales sont transférées aux héritiers ayant droits légaux ou au conjoint survivant. Si le transfert n'est pas approuvé dans les deux autres cas, les associés restant ont un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant de la société.

Chaque droit de préemption non exercé entre en vigueur à l'avantage proportionnellement des autres associés pour une durée de trois mois après le refus. Si le droit de préemption n'est pas exercé, l'offre de transfert initiale est automatiquement approuvée.

Art. 9. Outre sa contribution au capital social, chaque associé peut, suite à l'approbation des autres associés, faire une avance en monnaie à la société. Les avances seront enregistrées sur un compte courant spécifique entre l'associé ayant fait l'avance et la société.

L'avance monétaire faite par un associé telle que décrite par cet article ne doit pas être considérée comme contribution additionnelle et l'associé sera reconnu comme créancier de la société pour le montant avancé et les intérêts porteurs.

Art. 10. La mort, la banqueroute ou l'insolvabilité d'un associé ne mettra pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société survivra entre ses héritiers légaux et associés restants.

Art. 11. Les créanciers, assignés et héritiers des associés ne peuvent ni, pour quelque raison que ce soit bloquer des actifs ou des documents de la société ni interférer de quelque manière que ce soit dans la gestion de la société. Ils doivent se référer aux inventaires de la société.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Si nécessaire, les associés auront la possibilité de nommer des gérants de classe A et de classe B.

Le mandat de gérant est confié à une personne jusqu'à son renvoi ad nutum par l'assemblée générale des associés par une majorité des votes.

En cas de gérant unique, le gérant unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement représentée à l'égard des tiers par la signature unique du gérant unique.

En cas de pluralité de gérant, la société sera valablement représentée à l'égard des tiers par la signature conjointe de deux gérants ou, si le cas échéant, par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, chaque classe devant être représentée. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à un conseil. Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléphone ou conférence vidéo ou tout autre moyen de télécommunication, permettant aux participants à une telle réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à la réunion.

Le conseil de gérance peut, unanimement, passer des résolutions par voie circulaire exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou facsimilé ou tout autre moyens de communication, devant être confirmé par écrit. La totalité des signatures formera le procès-verbal donnant la preuve des résolutions prises.

Le gérant unique ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus larges pour signer des transactions et pour représenter la société par devant et hors tribunal.

Le gérant ou le conseil de gérance peut nommer des représentants de la société, qui auront le pouvoir de lier la société par leur(s) seule(s) signature(s) mais uniquement dans la limite de leurs pouvoirs.

Art. 13. Aucun gérant ne rentre dans des obligations personnelles de part sa fonction et en respect des engagements pris au nom de la société; an tant qu'agent, le gérant est responsable de la réalisation de son mandat.

Art. 14. Les résolutions collectives sont valablement prises si elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Néanmoins, les décisions amendant les statuts peuvent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Des dividendes intérimaires peuvent être attribués sous les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont préparés sur base trimestrielle ou biannuelle;
- Les comptes doivent montrer un profit suffisant incluant les profits/pertes à reporter;
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Les décisions des associés sont prises lors d'assemblée générale des associés.

Cependant, la tenue d'une assemble générale n'est pas obligatoire tant que le nombre d'associés est inférieur à vingt cinq (25).

Dans ce cas, le conseil de gérance peut décider que chaque associé devra recevoir le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, exclusivement par écrit, transmis par courrier ordinaire, courriel ou fax.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives sans tenir compte du nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a droit à autant de votes qu'il a de parts sociales.

Les décisions collectives ne sont valables que si elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

La modification des articles des statuts requiert l'approbation de (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si la société n'a qu'un seul associé, l'associé unique exerce le droit et le pouvoir évolue à l'assemblée générale des associés sous les provisions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

En conséquence de ce qui précède, toute décision qui excède les pouvoirs des gérants est prise par l'associé unique quand le nombre est réduit à un (1).

Art. 16. L'année fiscale de la société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, au 31 décembre, la gérance préparera les comptes annuels et les soumettront aux associés.

Art. 17. Chaque associé peut inspecter les comptes annuels au siège social de la société pendant les quinze jours précédents leur approbation.

Art. 18. Le solde créditeur du compte de résultats, après déduction des dépenses générales, des charges sociales, des amortissements et des provisions représente le bénéfice net de la société. Chaque année cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront déduits et ajoutés à la réserve légale. Cette retenue et les provisions cesseront d'être obligatoires quand la réserve légale s'élèvera à dix pour cent (10%) du capital social mais seront de mises jusqu'à complète reconstitution de la réserve si celle-ci devenait inférieure à 10% du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Dans le cas de la dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera réalisée par la gérance ou toute autre personne nommée par les associés.

A la clôture de la liquidation, les biens de la société seront distribués entre les associés proportionnellement à leur participation.

Les pertes seront proportionnées de la même façon, à condition toutefois qu'aucun associé ne soit obligé de faire un paiement supérieur à sa contribution.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément aux lois en vigueur.

Art. 21. En cas de litiges pendant la liquidation de la société, entre les actionnaires eux-mêmes ou entre la gérance et la société, l'arbitrage du ou des litiges, quelle qu'en soit la cause, sera effectuée en conformité avec les procédures civiles.

Souscription et paiement

Les deux cents parts sociales sont souscrites par Montreux Healthcare Fund PLC, pré-mentionnée.

Le souscripteur stipule et reconnaît que chaque part sociale a été entièrement payée en numéraire et que le montant de dix mille Livres Sterling (10.000,- GBP) est à partir de ce jour à la libre disposition de la société et la preuve en a été faite au notaire soussigné que l'atteste.

Disposition transitoire

La première année fiscal débute en ce jour et se terminera au 31 décembre 2015.

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces, en relation avec la constitution de la société, sont estimés à environ mille Euro.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique représentant l'entière part du capital social, prend les décisions suivantes:

Première résolution

- M. Oliver Harris, asset manager, né le 24 janvier 1982 à Londres, Royaume Uni, demeurant professionnellement à Dornacherstr. 320, 4053 Bâle Zustellkreis, Suisse, est nommé gérant pour une durée illimitée;

- M. John Godden, administrateur de sociétés, né le 17 juin 1965 à Exeter, Royaume Uni, demeurant professionnellement à Baarerstrasse 14-16, 2^{ème} étage, CH 6300 Zug, Suisse, est nommé gérant pour une durée illimitée.

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants de la société ou, le cas échéant par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est établi à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la partie comparante les présents Statuts sont rédigés en langue anglaise suivi d'une version en langue française, à la requête du même mandataire de la partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Rambrouch, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire de la partie comparante, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Basso, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 18 août 2014. Relation: RED/2014/1864. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Els.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 18 août 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014139104/387.

(140157387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Rumba HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 133.873.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of July,
before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary meeting of the shareholders of Rumba HoldCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of seven hundred fifty-three thousand and eighty euro (EUR 753,080.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed dated 23 November 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2980 of 21 December 2007 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 133.873 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time following a notarial deed dated 29 November 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 94 of 10 January 2014.

The meeting was declared open at 6.10 p.m. by Maître Manfred Müller, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Maître Katia Fettes, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Maître Alexandre Koch, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

144619

Agenda

- 1 To dissolve the Company and to put the Company into liquidation.
- 2 To appoint the liquidator.
- 3 To determine the powers to be given to the liquidator and the remuneration of the liquidator.
- 4 Miscellaneous.

(ii) That the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the extraordinary general meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to dissolve the Company and to put the Company into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The general meeting resolved to appoint Triton II Luxco 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of thirty-one thousand and ninety euro (EUR 31,090.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.261, as liquidator and resolved to approve the engagement terms agreed between the liquidator and the Company.

Third resolution

The general meeting resolved that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders of the Company.

The liquidator may under his own responsibility grant, for the duration as set by him, to one or more proxyholders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The general meeting resolved to approve the remuneration of the liquidator as agreed among the parties concerned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 6.20 p.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the bureau of the meeting, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour du mois de juillet,

Par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rumba HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de sept cent cinquante-trois mille quatre-vingts euros (EUR 753.080,-), dont le siège social est situé au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte notarié en date du 23 novembre 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2980 du 21 décembre 2007 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 133.873 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte notarié en date du 29 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 94 en date du 10 janvier 2014.

L'assemblée générale extraordinaire a été déclarée ouverte à 18.10 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Katia Fettes, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Alexandre Koch, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société.

2 Nomination d'un liquidateur.

3 Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur.

4 Divers.

(ii) Que les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité d'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, signées par les mandataires, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné resteront également annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir reçu une convocation et eu connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, et avoir renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée générale des actionnaires a pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé de nommer Triton II Luxco 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de trente-et-un mille quatre-vingt-dix euros (EUR 31.090,-), dont le siège social est situé au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.261, comme liquidateur, et a décidé d'approuver les modalités du mandat convenu entre le liquidateur et la Société.

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux actionnaires des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'assemblée générale a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18.20 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée membres du bureau de l'assemblée, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: M. Müller, K. Fettes, A. Koch, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 22 juillet 2014. REM/2014/1589. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 4 septembre 2014.

Référence de publication: 2014139207/150.

(140157643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Xenon Private Equity, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 185.230.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of August,

Before Maître Jean-Paul MEYERS, civil notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg,

APPEARED:

1. Mr Stefano Calabrò, private employee, born on October 14, 1969 in Genova (Italy), residing at Via Zezio 1, I - 22100, Como (Italy), holder of one thousand one hundred twenty-five (1,125) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company;

2. Mr Alberto Castelli, private employee, born on October 6, 1954 in Milan (Italy), residing at Viale Castagnola 21A, I -6900, Lugano (Switzerland), holder of two thousand one hundred fifty (2,150) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company;

3. Mr Vittorio De Micco, private employee, born on September 10, 1977 in Varese (Italy), residing at Via Valera 31, I -20020, Arese, Milan (Italy), holder of two hundred fifty (250) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company;

4. Mr Danilo Mangano, private employee, born on January 14, 1964 in Varese (Italy), residing at Via San Gemolo 2, I -21100, Varese (Italy), holder of three thousand one hundred (3,100) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company;

5. Mr Giorgio Pastorelli, private employee, born on October 13, 1953 in Lugano (Switzerland), residing at Via Cassarinetta 15, CH - 6900, Lugano (Switzerland), holder of one thousand six hundred eighty-eight (1,688) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company;

6. Mr Franco Prestigiacomo, private employee, born on August 24, 1966 in Genova (Italy), residing at Via Montello 135, I -21100, Varese (Italy), holder of three thousand sixty-two (3,062) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company; and

7. Mr Sergio Saibene, private employee, born on June 25, 1964 in Milan (Italy), residing at Verdi 31, I - 21025, Comerio (VAItaly), holder of one thousand one hundred twenty-five (1,125) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company,

all here represented by Joé ZEAITER, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of seven (7) proxies given under private seal, which after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

as being all the shareholders (the Shareholders) of Xenon Private Equity, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185230 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the Company).

The Company was incorporated on 14 February 2014 pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published on 16 May 2014 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1256. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended yet.

Such appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The Shareholders hold all together the twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each issued in the Company so that the total share capital of the Company of an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is represented and resolutions can be validly taken by the Meeting.

II. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

a. Waiver of the convening notice formalities; and

b. Amendment of the second paragraph of article 2 of the Articles so that the second paragraph of article 2 of the Articles shall read as follows:

“When useful in the accomplishment and development of its purpose, the Company may:

- acquire and hold interests in the Grand Duchy of Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration development and management of such holdings;

- provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form;

- use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form; and

- borrow in any kind or form and issue bonds or notes from or to the Company’s shareholders or entities controlled by the Company’s shareholders.”

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders waive the convening notice and confirm that they consider themselves as duly convened. The Shareholders declare that they have perfect knowledge of the agenda, which has been provided to them (together with all relevant information) in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend the second paragraph of article 2 of the Articles so that the second paragraph of article 2 of the Articles shall read as follows:

“When useful in the accomplishment and development of its purpose, the Company may:

- acquire and hold interests in the Grand Duchy of Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration development and management of such holdings;

- provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form;

- use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form; and

- borrow in any kind or form and issue bonds or notes from or to the Company’s shareholders or entities controlled by the Company’s shareholders.”

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

En l’an deux mille quatorze, le onze août.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. M. Stefano Calabrò, employé privé, né le 14 octobre 1969, à Genova (Italie), demeurant au 1 Via Zezio, I - 22100, Como (Italie), détenant mille cent vingt-cinq (1.125) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société;

2. M. Alberto Castelli, employé privé, né le 6 octobre 1954 à Milan (Italie), demeurant au 21A Viale Castagnola, I - 6900, Lugano (Suisse), détenteur de deux mille cent cinquante (2.150) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société;

3. M. Vittorio De Micco, employé privé, né le 10 septembre 1977 à Varese (Italie), demeurant au 31 Via Valera, I - 20020, Arese, Milan (Italie), détenteur de deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société;

4. M. Danilo Mangano, employé privé, né le 14 janvier 1964 à Varese (Italie), demeurant au 2 Via San Gemolo, I - 21100, Varese (Italie), détenteur de trois mille cent (3.100) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société;

5. M. Giorgio Pastorelli, employé privé, né le 13 octobre 1953 à Lugano (Suisse), demeurant au 15 Via Cassarinetta, CH - 6900, Lugano (Suisse), détenteur de mille six cent quatre-vingt-huit (1.688) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société;

6. M. Franco Prestigiacomo, employé privé, né le 24 août 1966 à Genova (Italie), demeurant au 135 Via Montello, I - 21100, Varese (Italie), détenteur de trois mille soixante-deux (3.062) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société; et

7. M. Sergio Saibene, employé privé, né le 25 juin 1964 à Milan (Italie), demeurant au 31 Verdi, I - 21025, Comerio (VA-Italie), détenteur de mille cent vingt-cinq (1.125) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune étant émise dans la Société,

tous ici représentés par Joé ZEAITER, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au moyen de sept (7) procurations données par acte sous seing privé, lesquelles après avoir été signées ne varient par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront jointes au présent acte afin d'être enregistrées avec celui-ci.

lesquels sont tous les associés (les Associés) de Xenon Private Equity, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 15, Rue Edward Steichen, L-2540, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185230 (la Société). La Société a été constituée le 14 février 2014 suivant acte de Maître Paul Decker, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 16 mai 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1256. Les Statuts de la Société n'ont jamais été modifiés.

Les parties comparantes, représentées comme il est dit auparavant, ont demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Les Associés détiennent ensemble 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant chacune une valeur nominale 1 EUR (un Euro) étant émise dans la société de sorte que la totalité du capital social de la Société d'un montant de 12.500 Euros (douze mille cinq cents Euros) est représentée et que les résolutions peuvent être valablement adoptées par l'Assemblée.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

a. Renonciation aux formalités de convocation; et

b. Amendement du second paragraphe de l'article 2 des Statuts, de sorte que le second paragraphe de l'article 2 devra se lire comme suit:

«La Société pourra, afin de réaliser et développer son objet social, lorsqu'elle le jugera utile:

- acquérir et détenir des participations dans toutes entreprises du Grand-Duché de Luxembourg ou étrangères ainsi qu'administrer, gérer et mettre en valeur ses participations;

- accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés dans quelque forme que ce soit;

- employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit; et

- emprunter sous toutes ses formes et procéder à l'émission d'obligations ou de billets par les ou aux associés de la Société ou entités contrôlées par les associés de la Société.»

III. L'Assemblée a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés renoncent à l'avis de convocation et confirment qu'ils se considèrent eux-mêmes avoir été dûment convoqués. Les Associés déclarent qu'ils ont eu une parfaite connaissance de l'ordre du jour (ainsi que toutes les informations pertinentes) qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le second paragraphe de l'article 2 des Statuts qui devra être lu comme suit:

«La Société pourra, afin de réaliser et développer son objet social, lorsqu'elle le jugera utile:

- acquérir et détenir des participations dans toutes entreprises du Grand-Duché de Luxembourg ou étrangères ainsi qu'administrer, gérer et mettre en valeur ses participations;
- accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés dans quelque forme que ce soit;
- employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit; et
- emprunter sous toutes ses formes et procéder à l'émission d'obligations ou de titres par les ou aux associés de la Société ou entités contrôlées par les associés de la Société.»

L'agenda étant épuisé, l'Assemblée est clôturée.

Estimation des coûts

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront assumés par la Société suite au présent acte, est estimé à environ neuf cents euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare en outre qu'à la demande des parties comparantes et intervenantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française et qu'à la demande de ladite partie comparante, en cas de divergence, la version anglaise primera sur la version française en cas de différence entre les deux textes.

En foi de quoi, le présent acte notarié est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date mentionnée au début du document.

Lecture faite du document au mandataire des parties comparantes, le mandataire de la partie comparante et intervenante a signé avec nous, notaire, le présent acte original.

Signé: Zeaiter, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 août 2014. Relation: RED/2014/1853. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 02 septembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014139310/173.

(140157270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Harmonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 96.036.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HARMONIA S.A.

Référence de publication: 2014142177/10.

(140161771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Infieurope, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 62, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 20.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142208/10.

(140161573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.
